

ON S'ABONNE :

PARIS, rue du Croissant, 12.
 DÉPARTEMENTS et ALSACE-LORRAINE, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.
 ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.
 ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delizy, Davies & Co, 1, Finch Lane, Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, Lombard street, E. C.
 AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

LA PATRIE

PRIX D'ABONNEMENT :

PARIS : un an, 54 fr.; 6 mois, 27 fr.; 3 mois, 13 fr. 50.
 — Le numéro, 15 centimes.
 DÉPARTEMENTS : un an, 64 fr.; 6 mois, 32 fr.; 3 mois, 16 fr.
 — Le numéro, 20 centimes.

INSERTIONS :

ANNONCES, 1 fr. 50 la ligne.
 Chez MM. Fauchey, Lafitte et Co
 Place de la Bourse, 8.
 ÉTAU BUREAU DU JOURNAL, RUE DU CROISSANT, 12
 Droit d'insertion réservé à la Rédaction.

LES MANUSCRITS DÉPOSÉS NE SONT PAS RENDUS

PARIS, 25 OCTOBRE

DERNIÈRES NOUVELLES

Distribution des prix du 2^e Concours de Tir

La distribution des prix aux lauréats du deuxième concours national de tir, organisée par la Ligue des Patriotes, avec la collaboration des Sociétés de tir de France, et sous la présidence d'honneur du général Campenon, ministre de la guerre, a eu lieu solennellement aujourd'hui, à une heure, dans la salle des Fêtes du palais du Trocadéro.

Des places avaient été réservées aux officiers, aux élèves de l'école de Saint-Gyr, aux membres de la Ligue munis de leurs insignes, et aux membres des Sociétés de tir et de gymnastique en costume.

Le syndicat des sociétés musicales de France a prêté son concours à cette cérémonie.

Toutes les sociétés chorales réunies ont chanté le chœur *France*, d'Amboise Thomas. Ces sociétés, réunies aux sociétés instrumentales, ont formé un ensemble de cinq cents membres, ont exécuté la *Marseillaise*, et un chœur inédit : *Le Port-Drapeau*, paroles de M. Paul Déroutelle et musique de M. A. Wormser.

Des discours ont été prononcés par M. Déroutelle, président de la Ligue et par M. Delamain, président du concours.

Le temps nous manque aujourd'hui pour publier la liste des principaux récompensés. Rappelons cependant que le Championnat de France a été remporté par M. Jules Lebrun, capitaine au 19^e régiment territorial d'infanterie, membre de la société de tir de Vire (Calvados); le prix se compose de 3,000 francs, une médaille d'or, et un fusil Gras d'honneur.

Décidément, le Calvados est une terre féconde en lauréats : les dernières élections l'ont bien prouvé.

M. Louis Delamain, maire de Jarnac (Charente), président du concours national de tir, ancien sous-officier des mobilisés de la Charente pendant la campagne de 1870-71, blessé à la main d'un coup de feu à la campagne de l'Est, est nommé chevalier de la Légion d'honneur, pour ses services exceptionnels qu'il a rendus à l'enseignement du tir.

INTÉRIEUR

Alger, 24 octobre.

Plusieurs journaux, notamment la *Vie Algérienne* et l'*Akhbar*, prennent vivement à partie le maire, M. Guillemin, auquel ils reprochent d'avoir provoqué une alarme injustifiée et d'avoir causé de graves préjudices aux intérêts du pays en laissant propager la nouvelle que le choléra sévissait, lorsqu'il ne s'agissait que de fièvres dont le caractère n'est pas bien déterminé.

Le conseil général d'Alger a voté 500 fr. pour l'érection d'une statue au général Marguerite à Kouba.

Le conseil général d'Oran a émis un vœu tendant au rétablissement du droit de 5 fr. sur les vins de France.

En Orient

Sofia, 24 octobre, 11 h. soir.

Ce soir, à neuf heures, les troupes serbes ont envahi le territoire de la Bulgarie par Klesoura, vers Trane.

Les troupes bulgares se sont immédiatement portées à leur rencontre.

Constantinople, 25 octobre.

La plupart des ambassadeurs ont reçu leurs instructions pour la conférence. Celles de l'ambassadeur d'Angleterre ne sont pas encore arrivées. On croit que M. de Noailles a reçu ordre de faire des réserves pour le cas où la conférence déciderait d'envoyer une sommation au prince de Bulgarie. M. de Noailles aurait dit que c'était l'affaire de la Forie et non de la conférence. Le comte Corti aurait laissé entendre aussi que son gouvernement ne lui avait pas envoyé d'instructions pour cette éventualité.

On pense cependant que la conférence se réunira très prochainement.

EXTÉRIEUR

Constantinople, 24 octobre.

La convention anglo-turque relative à l'Égypte a été signée aujourd'hui après les modifications demandées par la Porte.

La convention anglo-turque relative à l'Égypte, basée sur les firmans et sur les droits du sultan, est un arrangement préliminaire conclu pour rétablir la tranquillité en Égypte. Cette convention ne lèse aucun intérêt et ne peut exciter les susceptibilités d'aucune puissance. Les points principaux sont :

- 1^o Envoi d'un commissaire anglais et d'un commissaire turc pour procéder à une enquête sur la situation de l'Égypte;
- 2^o Réorganisation administrative judiciaire, financière et militaire de ce pays;
- 3^o Pacification du Soudan;
- 4^o Évacuation de l'armée anglaise aussitôt que l'administration intérieure aura repris son cours normal.

Madrid, 24 octobre.

Le ministre plénipotentiaire d'Allemagne à Madrid a notifié par lettre au général Salamanca qu'il était, selon son désir, rayé de l'ordre de l'Aigle-Rouge.

Tous les journaux approuvent la réponse du gouvernement espagnol à la note allemande au sujet des Carolines.

Les journaux ministériels citent les conventions et les traités hispano-portugais des

seizième et dix-septième siècles, cédant à l'Espagne les îles Carolines et Palaos. Ces documents seront envoyés au Vatican.

INFORMATIONS

M. le comte de Munster, le nouvel ambassadeur d'Allemagne près le gouvernement français, arrivera à Paris, le 8 novembre.

Son installation ne précédera donc que de quarante-huit heures l'ouverture de la prochaine session parlementaire.

Conclusion : M. de Bismarck tient à être exactement renseigné sur l'attitude de la nouvelle Chambre.

Presque tous les journaux ont annoncé que notre consul à Mandalay, M. Hass, rentrait en France pour motifs de santé.

Rien n'est moins exact ; la vérité est que M. Hass, qui s'était toujours appliqué à maintenir le prestige de la France en Birmanie, a reçu l'ordre de se tenir désormais sur la plus grande réserve ; en un mot, de laisser les Anglais maîtres de la situation.

Cet agent, l'un des plus énergiques qui soient à notre service à l'étranger, n'a pas voulu accepter cette situation et s'est mis immédiatement en route pour rentrer en France.

Toutefois, il vient de recevoir l'ordre de retourner à Mandalay jusqu'à l'arrivée de son successeur, M. de Bouleiller, naguère encore vice-consul à Philadelphie.

L'incident démontre qu'en matière coloniale, le gouvernement commence à mettre en pratique la politique du « Lâchez tout ! »

Le ministre des affaires étrangères vient d'être avisé de l'arrivée à Shanghai de M. Kretzer, consul général.

Cet agent arrive de Calcutta où il remplissait les fonctions de son grade.

Ajoutons que M. Kretzer a pour successeur, dans cette dernière résidence, M. le docteur Harmand, ex-commissaire général civil de la France au Tong-King.

Après de longues hésitations, M. Harmand, nommé depuis longtemps déjà, vient enfin de se décider à partir pour Calcutta. On continue à penser qu'il n'y séjournera pas longtemps.

Le temps nous manque pour répondre, comme nous le voudrions, au grand article signé de son rédacteur en chef, S. V. P., que nous a consacré, hier, le journal *Paris*, sous ce titre : *Une Sirène*.

Une sirène, c'est la *Patrie*, ne vous en déplaise, chers lecteurs, et nous vous avouons bien sincèrement que cette qualification n'est point pour nous déplaire ; tant s'en faut.

N'est pas sirène qui veut, *Paris* doit le savoir ; et lui qui trouve la *Patrie* vieille, il peut aussi faire la triste expérience qu'on ne vieillit pas autant qu'on le veut.

Que *Paris* ne croie cependant pas que nous lui disons cela parce que nous désirons le voir sombrer sous nos récifs de sirènes. — Oh ! non, grand Dieu ! il est parfois trop réjouissant pour que nous ne désirions pas lui voir continuer ses cuibredaines d'opportunistes inopportuns et fâcheux, au dire de ses amis.

La *Patrie*, une sirène ! c'est-à-dire l'une des trois nymphes qui captivaient, par la douceur magique de leur voix, tous ceux qui passaient dans leurs parages. Notre modestie ne nous aurait certes jamais permis d'espérer qu'on nous trouvât tant de charme et de séduction. Et un tel avenir vient d'un adversaire républicain ! — Merci, oh ! merci, confère !

— Seulement, quand vous voudrez nous faire de pareilles surprises, nous causer pareille joie, procédez avec plus de ménagement, car l'émotion que nous ressentons est si vive qu'elle nous coupe la parole... — pour aujourd'hui.

Demain nous retrouverons notre voix de sirène et nous espérons charmer M. Ch. Laurent, à moins que, comme Ulysse, il ne se fasse attacher sur sa galère et boucher les oreilles avec de la cire.

Le Prix du Pain

La préfecture de la Seine vient de publier l'évaluation officielle du prix du pain pour la deuxième quinzaine d'octobre.

Cette évaluation, calculée d'après le prix des farines durant la quinzaine précédente, à laquelle s'ajoute une somme fixe représentant les frais de panification, s'est traduite par les opérations qui suivent :

Prix du quintal. 30 fr. 777
 Frais de panification. . . 12 fr. 223

43 fr. 000

Le rendement étant de 130 kilogr. de pain par 100 kilogr. de farine, le kilogr. de pain de 1^{re} qualité revient à 33 centimes 07 et le pain de 2^e qualité, à 66 centimes 14, soit, en chiffres ronds, à 70 centimes.

POURSUITES AVORTÉES

Nous avons dit que la plupart des journaux que les préfets avaient menacé de faire poursuivre devant les tribunaux, pour délit de fausses nouvelles tendant à troubler l'ordre public, avaient été mis au défi de donner suite à leurs menaces, par ceux-là mêmes qui en étaient l'objet.

Ces menaces n'étaient que d'impudentes manœuvres électorales, et les faits viennent justifier tout ce qui a été avancé sur ces fanfaronnades préfectorales de mauvais aloi.

En effet, on annonce que le ministère de l'intérieur doit envoyer à ses préfets des instructions tendant à ce que les poursuites dirigées contre quarante-trois journaux des départements pendant la semaine qui a précédé le scrutin de ballottage restent sans effet.

Par contre, et ce sera le côté plaisant de l'aventure, voici que divers journaux ainsi dénoncés se proposent de traduire les préfets devant les tribunaux.

Voici, par exemple, ce que dit le *Courrier du Lot* :

« Le préfet et MM. Rozières et Rey ont fait afficher, chacun de leur côté, des placards annonçant que le *Courrier du Lot* était poursuivi comme propagateur de fausses nouvelles.

« Le *Courrier*, n'ayant jamais inséré dans ses colonnes que des nouvelles vraies, n'a à craindre aucune poursuite.

« Mais, comme les affiches en question annonçant des poursuites contre notre journal propagateur d'une nouvelle fausseté et de nature à porter atteinte à nos intérêts, à notre honneur et à notre considération, nous sommes parfaitement décidés à demander devant les tribunaux à MM. Graux, Rozières et Rey les dommages intérêts qui nous sont dus.

« Nous prions M. Jolibois de se charger de notre cause.

« On verra dans Landernau. »

Que va dire le ministre de l'intérieur ?

LA CONFÉRENCE

La question des Balkans vient de faire un pas considérable. Une conférence a été proposée par la Turquie sur la base du traité de Berlin. Il est probable que cette proposition sera accueillie par les puissances. Aucune raison sérieuse ne peut, en effet, être opposée à l'emploi d'un moyen de pacification auquel tout le monde a pensé depuis l'explosion du conflit soulevé par les Bulgares. On ne voit pas, d'ailleurs, par quels motifs les gouvernements signataires du traité de Berlin se refusent à la demande d'en assurer le respect et l'exécution, demande formulée par la puissance même qui le traité de Berlin a réduit à ses limites actuelles. L'attitude de la Turquie est loyale, modérée et correcte. Elle lui vaudra les sympathies de l'Europe.

Seulement, il importe de s'entendre sur ce que l'on appelle le traité de Berlin. Les nouvelles qui sont télégraphiées des différentes capitales, les articles à sensation des journaux plus ou moins officiels permettent de penser que des explications préliminaires ne sont pas inutiles.

Elles s'échangent, sans doute, à l'heure où nous écrivons. Le moment est donc opportun pour préciser la manière dont la question doit être envisagée, à notre avis, par les cabinets intéressés et particulièrement par le cabinet français.

Le traité de Berlin a donné à la Bulgarie l'autonomie politique, à la charge de remplir certaines conditions financières, parfaitement négligées jusqu'à ce jour. Il a donné à la Roumélie une administration indépendante, sous la suzeraineté du sultan. Contrairement au traité de San Stefano, écrit sous la dictée de la Russie victorieuse, il n'a pas voulu que les deux versants des Balkans, dont les défilés commandent le chemin de Constantinople, fussent placés sous un sceptre unique dont le possesseur, apparent ou réel, deviendrait en fait le maître de la Turquie d'Europe.

Telle est la lettre du traité de Berlin ; tel est surtout, si l'on peut s'exprimer ainsi, l'esprit qui l'a inspiré. Il a posé, en principe, que la sécurité du trône des sultans et, par suite, le repos de l'Europe, dépendaient de la séparation effective de la Bulgarie et de la Roumélie.

Or, il paraît être question, d'un certain côté, de proclamer l'intégrité du traité de Berlin, en théorie, et de le tourner dans la pratique. Car on ne ferait pas autre chose que le déchirer si l'on réunissait dans la main du prince Alexandre ou de tout autre, même sous le nom trompeur d'union personnelle, les pouvoirs de gouvernement en Roumélie et en Bulgarie.

Cet axiome étant admis — et nul ne peut sincèrement le méconnaître — il en résulte pour la France la possibilité de jouer un grand rôle de pacification durable que nos gouvernements apercevront sans doute, s'il leur plaît de se détourner un instant des mystères de l'arithmétique préfectorale en faveur des intérêts permanents du pays. Car rien de ce qui se passe en Orient n'est étranger à l'Europe et, notamment, à la France. Elle a, toutefois, dans cette question spéciale l'avantage de paraître moins engagée que certaines puissances et, par conséquent, la faculté d'assumer, dans une mesure efficace, le rôle d'intermédiaire et d'arbitre.

La situation est d'une clarté frappante. Veut-on l'assurer qu'une paix éphémère ? Dans ce cas, que l'on admette la fiction de l'union personnelle avec les compensations qu'elle comporte, tout au moins en faveur de la Serbie.

Au allume à la fois les convoitises de l'Autriche et de la Russie et l'on ne tire aucun parti des conseils de sagesse qui se sont fait entendre, surtout à Saint-Petersbourg.

Veut-on, au contraire, une paix sérieuse ? Veut-on rétablir la confiance ? Veut-on donner aux ambitieux, aux intempérants une leçon profitable à tous ? Veut-on que l'Europe civilisée et laborieuse ait, en définitive, le dessus dans cette lutte provoquée par des perturbateurs placés à la tête de peuplades demibarbaires ? Alors, que l'on exécute purement et simplement le traité de Berlin.

Mais, entendons-nous bien, le traité de Berlin tout entier, le traité de Berlin loyalement interprété, le traité de Berlin dans toutes ses clauses. Que non seulement les limites, mais les pouvoirs restent ce qu'ils étaient il y a un mois. Que pour éviter le retour de fantaisies maléfiques, on renonce au système qui consiste à exiger de la Turquie l'accomplissement de ses obligations financières et à fermer les yeux sur la violation des mêmes devoirs par ses débiteurs. N'est-il pas surprenant et scandaleux que toutes ces petites nations trouvent des millions pour des révoltes ou des mobilisations soudaines, et qu'elles ne trouvent rien pour payer le prix convenu d'une indépendance dont elles usent si mal ? Si nous insistons sur ce point, c'est que nous croyons qu'en les frappant ainsi, on les attendra à l'endroit sensible et qu'on leur ôtera l'envie de recommencer. En résumé, fermer les portes des Balkans, ouvrir les portes des caisses, telle est la politique qui doit triompher au quai d'Orsay s'il s'y rencontre encore un esprit politique soucieux de donner à la France la réalité de la paix.

Nous devons constater que dans toute sa polémique le *Courrier de Versailles* n'est pas revenu une seule fois sur les affirmations mensongères qu'il a eu le tort d'enregistrer. Il nous répond aujourd'hui que nos gros mots sont bien inutiles.

Nous lui redirons qu'il se dérobe encore, et que, gros mots ou non, il n'est pas la question. Il a affirmé que la *Patrie* avait publié la lettre de M. de Magniot pour encaisser 22,500 fr. Qu'il s'explique sur ce point : il n'y en a pas d'autre en discussion.

Incapable de fournir la preuve de ce qu'il a avancé, nous avons traité le *Courrier*, comme nous en avions le droit, pour avoir cherché à porter atteinte à la considération de notre journal, à l'abri, Dieu merci ! de tout reproche du genre de celui qu'on nous impute.

Comme tous les gens qui ne savent comment sortir d'une mauvaise cause dans laquelle ils se sont imprudemment engagés, le *Courrier* se retire en menaçant. Cela nous laisse absolument indifférent.

LOUIS RIEL

Le conseil privé de Sa Majesté Britannique ayant rejeté le pourvoi qui avait été formé devant cette cour suprême du jugement qui condamnait à mort Louis Riel, la date du supplice de ce malheureux chef de l'insurrection des Indiens métis a été fixée au 10 novembre.

La sentence sera-t-elle exécutée ? Les journaux de Londres, bien qu'assez réservés sur cette affaire, semblent désirer qu'elle le soit. Il en est de même, paraît-il, des journaux canadiens de langue anglaise, lesquels poussent lord Lansdowne, gouverneur général de la Dominion, à ne point user de son droit de grâce.

Cette unanimité à demander la mort de Louis Riel prouve une fois de plus que la pitié et la générosité à l'égard d'un ennemi vaincu sont des sentiments qu'ignorent toujours les Anglais. Sans remonter à Jeanne d'Arc, et sans nous appuyer sur l'odieux traitement dont fut victime Napoléon III, nous avons eu, il y a quelques années, une preuve frappante de la cruauté froide et de l'acharnement haineux de nos voisins lorsqu'ils se trouvent en face d'un homme qui a osé résister à la puissance britannique.

Le bruit ayant couru alors que Napoléon III, chef de l'insurrection indienne, n'était point mort et venait d'être retrouvé, caché sous les haillons d'un mendiant, il n'y eut qu'une voix en Angleterre pour demander qu'il fût pendu dès que son identité serait reconnue.

Ce qui rend aujourd'hui les Anglais du Canada si acharnés contre Riel, c'est l'origine française de ce malheureux. Il existe un antagonisme ardent, dans la Dominion, entre les Canadiens de race saxonne et ceux de race française. Ceux-ci y sont très nombreux — plusieurs millions — et conservent, malgré leur respect pour le gouvernement de la Reine, un inébranlable attachement à la France. A Québec et à Montréal, ils sont en majorité et leur influence y tient en échec celle des Anglais, ce qui a le don d'exasperer ces derniers. Depuis quelque temps, cet antagonisme a pris un caractère aigu.

Les sympathies françaises sont acquises à Riel ; sa condamnation a causé une vive émotion parmi tous les Canadiens français, et c'est à cette émotion que sont dus en grande partie les troubles qui ont éclaté à Montréal, il y a un mois environ, au sujet de la vaccination obligatoire. L'élément anglais, affaibli par les ravages que faisait alors une épidémie de petite vérole, a voulu rejeter sur l'élément français la responsabilité de cette épidémie, la *santé traditionnelle des Français étant un foyer continu d'infection*.

Toujours aimables, on le voit, nos bons voisins ! C'est, du reste, un des préjugés les plus invétérés de la libre Angleterre que cette persistance à croire que la propriété est une qualité exclusivement anglaise — comme la vertu, sans doute !

Bref, le rejet du pourvoi de Riel a déjà

causé là-bas une certaine agitation, et si la sentence est appliquée, il pourrait bien en résulter des troubles très graves. Les Canadiens français, très irrités de l'arrogance de leurs compatriotes anglais, semblent décidés à affirmer leurs droits. Ce conflit serait déplorable et nous espérons que lord Lansdowne et sir John Macdonald, premier ministre du Canada, seront assez sages pour ne pas assumer la responsabilité des événements qui ne manqueraient pas de surgir au cas où Riel serait exécuté.

Son crime est purement politique, il n'a été accusé d'aucun crime de droit commun ; l'humanité aussi bien que la prudence conseillent donc à ceux qui gouvernent le Canada d'être généreux ; et cela d'autant plus que les griefs des populations mélangées ont été reconnus comme fondés. Il serait donc absolument cruel d'infliger le dernier supplice à celui qui s'était imprudemment mis à la tête de malheureux dont la révolte était, sinon légitime, au moins excusable.

L'ÉVACUATION DU TONG-KING

Harcelé par l'opinion publique, sous le coup de la réprobation générale, le gouvernement se trouve aujourd'hui dans la nécessité de s'arrêter dans son entreprise tonkinoise.

On annonce, en effet, que le ministère de la guerre vient de faire part à ses collègues de sa résolution bien arrêtée de donner sa démission dès la rentrée des Chambres si la conduite des affaires du Tong-King n'était pas absolument modifiée.

Il demande l'évacuation partielle du Tong-King, l'occupation des places du Delta, c'est-à-dire le maintien de nos possessions actuelles et rien de plus. Aucune expédition nouvelle, aucune marche sur Lang-Son ou dans l'intérieur du Tong-King.

La conséquence de ce nouveau programme, c'est le rappel d'une grande partie des troupes, c'est la réduction du corps expéditionnaire à une seule division au lieu de trois, enfin c'est le retour du général de Courcy pour la fin du mois de janvier.

Le ministre Brisson cédera-t-il à cette injonction, et verrons-nous M. Jules Ferry la combattre à la tribune ?

Dans tous les cas, voilà une fois de plus démontrée la monstrueuse insaisie de cette guerre qui nous a coûté, rien qu'en morts et malades, plus de trois mille hommes.

Vengeances officielles

Voici que se continue la série des vengeances officielles contre les fonctionnaires qui n'ont pas voulu voter soit pour les revenants de la Commune, soit pour les communaux de l'avenir.

Après les maires, les préfets sont révoqués ; voici les diplomates.

Le Journal officiel publie ce matin ces deux documents :

Paris, le 24 octobre 1885.

Monsieur le président,

Deux ministres plénipotentiaires en disponibilité, MM. Roy de Puylongue et Conte, ont signé, avec mention de leur grade, des affiches recommandant aux électeurs de Paris des candidats notoirement hostiles aux institutions républicaines. Ils ont montré par là qu'ils se considéraient comme n'ayant plus de lien avec le département des affaires étrangères. Je vous prie, en conséquence, de vouloir bien les regarder comme démissionnaires.

J'ai l'honneur de soumettre à votre signature un décret dans ce sens.

Veuillez agréer, monsieur le président, l'assurance de mon profond respect.

Le ministre des affaires étrangères, C. DE FREYCINET.

Ce rapport est accompagné du décret suivant :

Le président de la République française, Sur le rapport du ministre des affaires étrangères, en date de ce jour,

Après avis du comité des services extérieurs et administratifs, en date du 21 octobre 1885,

Décrète :

MM. Roy de Puylongue (Charles-Alfred) et Conte (Tony), ministres plénipotentiaires de 2^e classe, en disponibilité, sont considérés comme démissionnaires.

Voilà qui apprendra aux fonctionnaires comment sous la République on entend la liberté de vote, et cela apprendra encore à ces deux diplomates à préférer MM. Haussmann et du Barail à MM. Basly et Camélinat.

ÉCHOS

Au conseil d'hier, le ministre de la guerre a fait signer au président de la République une promotion de généraux.

Sont promus généraux de division :

M. Borson, commandant la 4^e brigade d'infanterie.

M. Lebelin de Dionne, commandant la 11^e brigade d'infanterie.

M. Gallimard, membre du comité consultatif des fortifications.

M. Caillot, directeur de l'infanterie au ministère de la guerre.

M. Jamont, commandant l'artillerie du corps du Tong-King.

Sont promus généraux de brigade,

MM. les colonels :

Morel, commandant le 112^e régiment d'infanterie de ligne.

Séjourne, commandant le 81^e régiment d'infanterie de ligne.

Ruyneau de Saint-Georges, comman-

dant la subdivision d'Orléansville (division d'Alger).

Brenger, commandant le 57^e régiment d'infanterie de ligne.

Faure, commandant le 4^e régiment du génie.

Roussel, chef d'état-major du 15^e corps d'armée.

Carnier, commandant le 124^e régiment de ligne.

Danloux, commandant l'école d'application de cavalerie, membre du comité consultatif de la cavalerie.

Rozier de Linage, commandant le 2^e régiment de dragons.

Zurlinden, commandant le 25^e régiment d'artillerie.

Nous avons annoncé hier que M. le capitaine de frégate La Grosse, qui avait été envoyé au Tong-King avec le bataillon d'apprentis fusiliers marins, allait être promu au grade de capitaine de vaisseau ; nous étions bien informés : cette nomination est aujourd'hui officielle, ainsi que celle de M. Gaillard, promu au même grade.

Sont promus capitaines de frégate :

MM. Devolz, Pelletier, Douzans, Colin, Chassin de Kergomieux, de la Fauque de Jonquières, Blanquet du Chayla.

Sont promus lieutenants de vaisseau :

MM. Caron, Maestracci, Paillet, Lauwick, Deduy, Duchateau, Pigeon de Saint-Pair, Nicol, Bersier, Darrieus, Morin, Busnel, Morin de la Rivière, Prat, Barbin.

Le Journal officiel contient également ce matin un mouvement consulaire ; sont nommés :

Vice-consul de France à Wellington (poste orlé), M. le vicomte de

bassadeur de France près le Saint-Siège, est arrivé en congé d'un mois à Paris.

On sait que tous les ans, à cette époque, M. de Béthune vient passer quelques semaines à Paris, où il a des parents et des intérêts; il séjourne tour à tour dans sa maison de la rue Rossini et dans sa propriété d'Asnières, en Seine-et-Oise, qu'il ne faut pas confondre avec Asnières-sur-Seine, à la porte de Paris.

ras, arrondissement de Largentière, vient de fermer encore deux de ses grandes usines de soie à Nèyrac.

Sur quatre qu'il possédait avant la triste journée du 4 septembre 1870, il ne lui en reste plus qu'une en activité.

GAZETTE DE PARIS

Ne pas écrire !

« Ne pas écrire » telle est la consigne générale que les gouvernements qui, depuis un siècle, se sont succédés en France, ont toujours prescrite à leurs fonctionnaires.

Aujourd'hui plus que jamais, le mot d'ordre qui émane de tous les ministères, adressés aux plus puissants comme aux plus modestes des agents, est : « ne pas écrire ».

Et remarquez que je ne parle pas ici de la défense de délivrer par écrit, dans le service, des instructions, des renseignements, des mots d'ordre compromettants, alors qu'en les donnant verbalement, on peut en nier l'existence par la suite. Cela est le point aux yeux de l'administration, telle qu'on la pratique aujourd'hui, et si n'y a plus beaucoup de points dans lesquels on puisse « faire copier » les citoyens français, il y a parmi les fonctionnaires publics infiniment d'autres qui ne sauraient fournir une lettre et se contenter de braire... en doucœur. Donc, ce n'est pas pour ceux-là qu'est faite semblable recommandation. Laissons-les à leur râtelier administratif manger tranquillement la provende budgétaire.

Mais il y en a d'autres qui se sentent quelque chose dans la cervelle et ont le légitime désir d'en faire part à leurs contemporains. C'est pour ceux-là qu'on a écrit ces mots : « Ne pas écrire ! »

C'est la défense de faire imprimer, soit dans un journal, soit dans un livre, quoi que ce soit qui ait rapport à... quoi que ce soit.

Sous forme d'invitation, de conseil, de prescription, l'ordre est formel.

Il n'y a pas de difficultés à soulever sur le point de savoir si ceci... ou cela... ou cette autre chose... pourrait faire l'objet d'un article, d'un ouvrage quelconque. Rien n'est permis; tout est défendu. Comprenez-vous le français ? Tout.

— Cependant, répond un jeune officier de talent, qui était venu me demander avis, si le livre que je veux faire paraître traite de choses de mon métier, que je connais à fond; si mes considérations sur l'artillerie en campagne peuvent être de quelque utilité, comment mes chefs me feraient-ils un reproche d'indiquer les fautes qui se commettent dans le service, et le remède ?

J'arrêtai net mon lieutenant. Par ma foi, il était trop naïf ! Il méritait une petite leçon. Je le lui donnai. Voici à peu près ce que je lui dis :

— Jeune homme, vous savez, j'en suis convaincu, manœuvrer une pièce d'artillerie, mais vous ne savez manœuvrer ni un capitaine d'artillerie, ni un chef d'escadron d'artillerie, ni un colonel d'artillerie, ni un général, ni un ministre de la guerre. Une pièce mal chargée par vous peut éclater et vous tuer; ces généraux, malmenés par vous, éclateront en colère et vous écraseront sous le poids de leur fureur.

Vous êtes certes très intelligent; mais laissez-moi vous le dire, vous êtes aussi très bête. Le mot vous fait cabrer ? Je le retire; tout à l'heure vous me direz ce qui lui fera mettre à la place. Je m'en rapporte à votre appréciation.

Pour le moment, ayez la patience de m'écouter et jugez par moi-même de ce qui vous attend.

Avant la guerre, j'étais fonctionnaire dans une ville de province; comme vous, je savais mon métier et comme vous j'eus la fâcheuse idée de traiter *ex professo* l'une des matières qui m'étaient le plus familières; enfin, j'eus la pensée déplorable de faire parvenir mon livre entre les mains de l'Empereur, qui le reçut avec une grande bienveillance. Cela était le comble; à partir de ce moment, ma carrière fut enrayée pendant de longues années. Mes chefs ne me pardonneront jamais l'indulgence du souverain à mon égard et le succès qu'eut mon livre, qui, aujourd'hui encore, fait autorité.

Avec quel mépris ils parlaient de ce jeune homme qui écrivait des livres de doctrine : « Il ferait bien mieux de remplir tranquillement ses fonctions que de publier un ouvrage avec lequel il cherchait à se mettre en évidence. On ne peut pas, à la fois, travailler à des devoirs et remplir ses fonctions, etc. » Quant à mes collègues, comme de juste, ils ne furent pas les derniers à me jeter la pierre. C'étaient, pour la plupart, des amis à moi. Des amis ! voilà l'excuse de leur sottise jalouse !

Enfin, je vis autour de mon pauvre livre s'élever une telle réprobation que, à compter de ce jour, je m'abstins de publier quoique ce fût, dans l'intérêt de ma carrière. Ce n'est pas croyable; et pourtant, cela est la pure vérité, je dus pour « écrire » attendre que j'eusse donné ma démission.

Remarquez que je n'ai pas été une exception; j'étais dans la règle. Qu'un marin, un magistrat, un fonctionnaire quelconque (les exemples sont assez fréquents) se permette d'écrire; aussitôt il encourt la réprobation de ses chefs, et il voit sa carrière arrêtée.

Maintenant, supposez que le malheureux, au lieu de traiter de choses de sa profession, ait été faire une excursion dans le pays du rêve, de la fantaisie ou de la morale — bien entendu, je ne parle pas de la politique — qu'il ait donné une étude de mœurs, un récit de guerre, un travail psychologique, un livre d'histoire; aussitôt les foudres ministérielles tombent sur lui.

Réprouvés, changements de postes, démissions forcées, embusqués derrière chacun des feuillets de son livre, l'attendant au passage et vont le frapper en pleine poitrine.

De l'esprit ? Le monsieur se mêle d'avoir de l'esprit ! Du style ? Mais c'est l'opposé de la phraseologie administrative. — Du talent ? Qu'est-ce que c'est ça ? Est-ce qu'un fonctionnaire public a besoin de cette chose-là ?

Du haut de leur dignité d'emprunt, de leur faux-col empesé, de leur rond de cuir fatigué, de leur incapacité officielle, les chefs de bureau et de division, les secrétaires généraux et les directeurs regardent avec mépris ce folle écrivain, puis se voient la face, en laissant tomber sur lui.

Réprouvés, changements de postes, démissions forcées, embusqués derrière chacun des feuillets de son livre, l'attendant au passage et vont le frapper en pleine poitrine.

De l'esprit ? Le monsieur se mêle d'avoir de l'esprit ! Du style ? Mais c'est l'opposé de la phraseologie administrative. — Du talent ? Qu'est-ce que c'est ça ? Est-ce qu'un fonctionnaire public a besoin de cette chose-là ?

Du haut de leur dignité d'emprunt, de leur faux-col empesé, de leur rond de cuir fatigué, de leur incapacité officielle, les chefs de bureau et de division, les secrétaires généraux et les directeurs regardent avec mépris ce folle écrivain, puis se voient la face, en laissant tomber sur lui.

Voilà pourquoi, mon cher ami, je vous ai dit tout à l'heure qu'il ne fallait pas livrer votre travail à l'impression. On est une œuvre d'imagination, une étude de mœurs, et on ne vous considérera pas comme sérieux; ou c'est un aperçu technique sur l'art militaire, et on vous trouvera d'une audace bien imprudente. Dans les deux cas, vous compromettez, vous brisez peut-être votre carrière. Pour qui ? pour quoi ? à quel profit ?

Il s'est trouvé, il est vrai, des fonctionnaires, des soldats qui n'ont pu supporter ces entraves administratives, qui ont passé outre (mal leur en a pris) ou qui ont donné leur démission et ont reconquis le droit d'imprimer ce qu'ils pensaient. C'est là un grave parti, que je ne vous conseillerais pas de suivre; car qui sait les déceptions, les déboires et les mécomptes qui vous attendent ? Qui vous assure que la belle plume d'or que vous vous imaginez tenir entre vos doigts n'est pas une mauvaise plume d'oie, ne sachant pas écrire, mais seulement cracher...

Je vous ai parlé un peu rudement, mais j'ai voulu vous faire toucher du doigt la vérité. L'épiscier sans doute commence à considérer un peu plus l'homme de lettres qu'au temps jadis. Le haut fonctionnaire français est moins avancé que l'épiscier. Il continue à entourer de son plus profond mépris celui qui combat dans un livre ou dans un journal pour l'idée.

Ne l'oubliez pas.

Alors, lui, gaiement et de belle humeur :

— Ainsi, l'homme qui a le malheur d'être dans les fonctions publiques aliène non seulement sa liberté, mais encore son intelligence ? Et moi qui n'avais pas compris... Ah ! oui, j'étais très bête !

— Un peu, en l'air...

— Très bête, en vérité. Bonaparte l'avait bien compris lui.

— ???

— Il ne s'est pas amusé à écrire quand il était lieutenant d'artillerie. Il a attendu qu'il fût le maître. Alors, il a écrit des bulletins de victoire et a dicté des lois au monde.

— Eh bien ! mon jeune ami, faites comme Bonaparte. Attendez; pour écrire, ce moment-là.

JULES BOURGEOIS.

JOURNAUX ET REVUES

Le comité conservateur de la Seine adresse aux électeurs conservateurs la communication suivante :

Chers concitoyens,

Les résultats du scrutin viennent d'être proclamés.

À la liste de candidats que le comité conservateur vous a proposée et que vous avez faite votre en l'acceptant tout entière, nous venons de donner plus de cent mille suffrages.

Les candidats de l'opposition conservatrice et le comité conservateur vous remercient du concours que vous leur avez prêté, de la sympathie que vous avez montrée dans les réunions préparatoires du scrutin et du vote où vous avez tenu à rétablir aucune différence entre ceux qui se sont mis en avant que pour vous rallier autour d'eux.

Désormais il faudra compter à Paris avec le parti conservateur, avec les opinions et les vœux de cent mille citoyens, fortement unis et résolus à se faire respecter.

Vous avez donc, par l'imposante manifestation du 18 octobre, rendu un grand service à la cause que nous servons en commun, et au pays tout entier.

En prenant congé de vous, nous vous donnons rendez-vous autour du scrutin aux élections prochaines.

— La liste de candidats que le comité conservateur vous a proposée et que vous avez faite votre en l'acceptant tout entière, nous venons de donner plus de cent mille suffrages.

Les candidats de l'opposition conservatrice et le comité conservateur vous remercient du concours que vous leur avez prêté, de la sympathie que vous avez montrée dans les réunions préparatoires du scrutin et du vote où vous avez tenu à rétablir aucune différence entre ceux qui se sont mis en avant que pour vous rallier autour d'eux.

Désormais il faudra compter à Paris avec le parti conservateur, avec les opinions et les vœux de cent mille citoyens, fortement unis et résolus à se faire respecter.

Vous avez donc, par l'imposante manifestation du 18 octobre, rendu un grand service à la cause que nous servons en commun, et au pays tout entier.

En prenant congé de vous, nous vous donnons rendez-vous autour du scrutin aux élections prochaines.

— La liste de candidats que le comité conservateur vous a proposée et que vous avez faite votre en l'acceptant tout entière, nous venons de donner plus de cent mille suffrages.

Les candidats de l'opposition conservatrice et le comité conservateur vous remercient du concours que vous leur avez prêté, de la sympathie que vous avez montrée dans les réunions préparatoires du scrutin et du vote où vous avez tenu à rétablir aucune différence entre ceux qui se sont mis en avant que pour vous rallier autour d'eux.

Désormais il faudra compter à Paris avec le parti conservateur, avec les opinions et les vœux de cent mille citoyens, fortement unis et résolus à se faire respecter.

Vous avez donc, par l'imposante manifestation du 18 octobre, rendu un grand service à la cause que nous servons en commun, et au pays tout entier.

En prenant congé de vous, nous vous donnons rendez-vous autour du scrutin aux élections prochaines.

— La liste de candidats que le comité conservateur vous a proposée et que vous avez faite votre en l'acceptant tout entière, nous venons de donner plus de cent mille suffrages.

Les candidats de l'opposition conservatrice et le comité conservateur vous remercient du concours que vous leur avez prêté, de la sympathie que vous avez montrée dans les réunions préparatoires du scrutin et du vote où vous avez tenu à rétablir aucune différence entre ceux qui se sont mis en avant que pour vous rallier autour d'eux.

française, avec l'idée religieuse, dans ces parages désolés.

Aux hommes qui vont au martyre sans marchander leur sang, les riches et les heureux ne marchanderont pas leur or.

La Défense fait suivre la touchante lettre du Père Delpech de cet avis, que nous nous empressons de reproduire :

Nous engageons donc de nouveaux nos lecteurs, avec plus d'instances que j'ai, à envoyer directement leur souscription au séminaire des Missions étrangères, 97, rue du Bac, à Paris.

— On lit dans le Soir :

La question d'un ministère des colonies a été examinée dans le dernier conseil de cabinet et parait avoir fait un pas décisif. La séparation des colonies d'avec la marine a été résolue d'une façon à peu près définitive. Toutefois, l'idée de créer un ministère spécial n'a pas prévalu : on se rappelle le médiocre accueil qui fut fait par la dernière Chambre à la création de deux ministères nouveaux par Gambetta. C'est une expérience d'un moment qui ne peut recommencer, au moment où tout le monde parle d'économie.

Les colonies seraient réunies au commerce d'un ministère militaire, elles passeraient à un ministère civil, de passage indiqueraient la transformation que doit subir notre politique coloniale.

Le ministère du commerce et des colonies serait confié à M. Paul Bert.

Son double succès électoral, le rang excellent qu'il est arrivé sur la liste de Paris, le désignent déjà comme un des membres du cabinet remanié.

Sa réputation de fermeté administrative rend sa présence spécialement désirable à la tête d'un service où l'on a eu à regretter, dans ces derniers temps, de ne pas trouver une direction aussi vigoureuse qu'il l'eût fallu.

Etant donné le caractère officieux du journal que nous venons de citer, on peut se rendre compte qu'il ne s'agit pas d'un on-dit en l'air, mais d'une information à peu près officielle. Toutefois, qu'en pense M. le ministre de la marine ?

D'autre part, le *National* et la *Liberté* annoncent l'entrée prochaine dans le ministère Brissot (Austro-Sincère Loyal) de MM. de Lanessan et Alfred Naquet pour remplacer les battus du scrutin.

DOSSIER ÉLECTORAL

Corse

L'élection des quatre conservateurs a profondément exaspéré les républicains. Les mesures d'intimidation n'ont pourtant pas manqué. Voici ce que nous lisons dans le *Petit Bastia* :

La ville a été occupée militairement. A la sous-préfecture : une compagnie d'infanterie, un peloton d'artillerie à pied, un peloton d'artillerie à cheval.

Devant le Cercle républicain : une compagnie d'infanterie.

Devant l'hôtel Stalla : une compagnie d'infanterie.

Des détachements de gendarmerie à cheval et à pied, des pelotons d'artillerie à cheval, des escouades de sergents de ville ont fait des patrouilles, toute la journée et toute la soirée, de la place Saint-Nicolas à la Place d'Armes.

Toutes les autres troupes de la garnison étaient consignées.

La population regardait, stupéfaite, tout ce déploiement de troupes, et chacun se demandait pourquoi et pourquoi on dérangeait des soldats français.

L'ordre le plus parfait n'a cessé de régner. La population de Bastia a fièrement répondu par son attitude calme et impassible aux calomnies qu'on a essayé de diriger contre elle.

Voici maintenant le texte de l'arrêté de suspension pris contre M. Bonelli, maire de Bastia :

Nous, préfet du département de la Corse; Vu l'article 86 de la loi du 5 avril 1884; Vu la dépêche télégraphique en date du 18 octobre courant, par laquelle M. le sous-préfet de Bastia nous informe que M. le maire de Bastia, loin de protéger les fonctionnaires, permet à M. Albert Gaudin de les apostropher à la porte de la salle du vote et de dresser la liste de ceux qui votent ouvertement pour les candidats républicains;

Considérant qu'en laissant accomplir des actes d'intimidation de cette nature le maire de Bastia manque gravement à ses devoirs;

Arrêtons :

Art. 1^{er}. — M. Bonelli, maire de la ville de Bastia, est suspendu de ses fonctions.

Art. 2. — M. le sous-préfet de Bastia est chargé d'assurer l'exécution du présent arrêté.

Fait à Ajaccio, le 19 octobre 1885.

Le préfet de la Corse, Signé : L. BARABANT.

Le sous-préfet de Bastia, LEOPOLD BOUDRET.

M. Barrabant est un préfet à poigne, crâne, nous le reconnaissons, mais sa crânerie et sa poigne ne l'empêcheront pas d'aller retrouver ses nombreux prédécesseurs.

M. Grosot, commandant d'artillerie, a adressé aux électeurs de Liffre une circulaire leur enjoignant de voter pour les républicains. On y lit entre autres choses :

Croyez vos vrais amis soucieux seulement de vos intérêts et de l'avenir de la France, et ne vous laissez pas influencer par les efforts de la réaction, dont les journaux, commençant à jeter le masque, dévoilent les projets et avouent qu'un de leurs premiers actes serait la guerre avec l'Italie et par suite avec l'Allemagne, dans le but de rétablir le pouvoir temporel.

Si donc vous voulez une grande guerre immédiate, ou, dans tous les cas, nous laisserons notre argent et nos enfants; si vous voulez revenir au bon vieux temps, alors que le paysan était taillable et congéable à merci; si vous voulez enfin perdre toutes vos libertés si chèrement acquises, votez pour la liste réactionnaire, c'est-à-dire pour les choux.

M. Grosot est commandant dans l'armée active.

Aude

MM. Lazare Anduze, Paul de Cassagnac, Pierre Castel, Lambert Sainte-Croix et de Lordat viennent d'adresser une lettre collective aux conservateurs de l'Aude pour les remercier de leur avoir accordé 29,000 suffrages.

Ils protestent, avec une éloquente indignation, « contre les excès du pouvoir commis par les maires républicains, qui ont dû recourir à la fraude et au vol » pour assurer le succès des candidats radicaux-socialistes.

La preuve de ces actes de rapine et de fraude est facile à établir et l'on n'a, comme on dit vulgairement, que l'embaras du choix.

Ainsi, à Carcassonne même, on a trouvé

dans l'urne, à la section du Musée, vingt bulletins en sus des émargements, et douze à la section de la mairie.

A Peyriac, le président du scrutin a fait évacuer la salle à deux reprises, par la gendarmerie, malgré l'ordre parfait qui n'a cessé de régner jusqu'à l'heure du dépouillement.

Dans la commune de Campagne, on n'a trouvé que 28 voix conservatrices, alors que 42 électeurs attestent sur l'honneur avoir voté pour les candidats conservateurs.

Meurthe-et-Moselle

On lit dans le *Journal de la Meurthe* :

Nous avons déjà publié l'abominable proclamation adressée, au nom de MM. Martin-Failliesse, Waldeck-Rousseau, aux électeurs d'Ille-et-Vilaine.

« Sus aux choux ! ils vous amèneront la guerre civile, et aussi la guerre avec l'Italie et l'Allemagne. Sus aux choux ! ils ne veulent du service militaire que pour vous; ils n'en veulent pas pour eux ! Sus aux choux ! ils feront baisser toutes vos denrées afin de vous affaiblir. Sus aux choux ! ou vous n'échapperez pas à leurs vengeances haineuses et féroces. »

Les hommes qui, dans un pays si plein de douleurs souvenirs, ont osé se livrer à de telles provocations sont des criminels que la conscience publique ne saurait assez flétrir et pour lesquels il faudrait que notre loi pénale eût de justes châtimens. » M. Failliesse, député sortant, élu au premier tour, et ayant laissé derrière lui deux collègues en ballottage, nous racontait « les cris de haine sauvage » qu'il avait entendus dans les campagnes de Lot-et-Garonne; il en était tout tremblant.

Haute-Garonne

On lit dans l'*Union du Languedoc* :

Les mouchards, qui samedi 17 octobre, ont essayé d'empêcher de partir les paquets de journaux adressés dans les campagnes, voulaient pénétrer de force dans le bureau de poste de la gare, prétendant examiner les bandes de ces journaux.

Le comité principal du service s'est opposé avec beaucoup d'énergie à cette violation des règlements.

Ces mouchards, se disant membres du comité républicain, avaient déjà essayé d'exercer leur métier dans la rue Saint-Rome, au moment où les paquets étaient chargés sur la voiture du convoi.

Il paraît d'ailleurs que ce n'est pas à Toulouse seulement que les comités républicains ont voulu empêcher notre journal de parvenir à sa destination.

A Fronton, un salé de la République achetait en bloc les *Nouvelles*.

A Luchon, pendant trois jours, les *Nouvelles* ont fait défaut.

Nous recevons cette intéressante note : « Une grosse erreur doit exister dans le nombre des suffrages exprimés, soit pour la liste conservatrice, soit pour la liste républicaine, en prenant les chiffres donnés par les divers journaux de Toulouse. En effet, le nombre des votants était de 113,000 (chiffre énorme par rapport aux électeurs inscrits), si l'on admet que chacun des 113,000 électeurs votants a réellement exprimé cinq suffrages, ce qui est absolument inadmissible, le nombre des suffrages ne peut être que de 565,000, tandis que les voix données aux dix candidats s'élèvent à 565,547, soit une différence en plus de 547 suffrages exprimés.

Or, il y a lieu de remarquer que dans toutes les communes des voix ont été perdues, ainsi qu'il est facile de le constater.

A Villefranche, par exemple, 192 voix n'ont pas été données aux candidats par suite de ratures sur les bulletins. Il est indispensable de contrôler tous les chiffres avant que la commission de recensement proclame le résultat des élections, après avoir modifié et le nombre d'électeurs et les suffrages exprimés.

On écrit de Saint-Béat à la *Volonté nationale* :

Veuillez examiner soigneusement le procès-verbal des élections de Clerp; on a élevé dix bulletins aux conservateurs; le comment : Un de nos amis des environs de Clerp a distribué des bulletins de la liste conservatrice différents des bulletins envoyés aux électeurs par les comités conservateurs; ces bulletins sont écrits sur du papier grossier avec une encre bleue, mais ils sont faits avec du papier blanc et ne renferment aucun signe extérieur. Ça n'a pas empêché le maire de Clerp, ami de M. Constant, de déclarer ces bulletins nuls, de refuser de les lire et d'en attribuer les voix aux candidats conservateurs.

Nos amis ont eu beau réclamer, disant qu'il devait en être tenu compte et protestant sur le jeu à propos, notre maître a fait ce qu'il lui a plu; il a annexé les bulletins en question au procès-verbal et n'en a pas attribué les voix aux conservateurs; il y a eu donc par cette manœuvre neuf ou dix voix perdues à Clerp pour la liste conservatrice. Vous pourriez vous rendre compte de ce que l'avance, en examinant le procès-verbal à la préfecture.

A propos de l'élection miraculeuse de M. Duportal, l'*Union du Languedoc* publie ce qui suit :

Aussitôt après la décision prise à la préfecture, par la commission de recensement, M. Dubouli s'est transporté à Castelmaurion, et là, comme partie en cause, il a demandé communication du procès-verbal des élections du 18 octobre de la liste d'émargement et de la liste de pointage.

Il résulte du procès-verbal, signé par M. Crouzet, adjoint au maire, président; MM. Gaudin (Pierre), Corail (Guillaume), Birbet (Jean), Barrat (Pierre) et Peré (Jean-Gabriel), secrétaire, que M. Dubouli a obtenu 138 voix et M. Duportal 81. Il résulte, en outre, d'une déclaration que nous donnons textuellement plus bas, qu'il y a concordance absolue entre la feuille de pointage et le procès-verbal.

Donc tous les prétextes invoqués par la commission de recensement au détriment de M. Dubouli reposent sur des allégations absolument fausses.

Le ballon était dirigé par M. Maugin, aéronaute bien connu.

Tout accident provenant de l'inflammation du gaz a été évité et rendu impossible l'emploi d'un dispositif aussi simple qu'ingénieux imaginé par M. Maugin.

Royer et G. Benoit, électriciens promoteurs de l'emploi si heureux de l'éclairage intérieur d'un ballon pour la télégraphie militaire.

Dans l'expérience dont nous parlons, des signaux ont été transmis et reçus avec une netteté et une précision surprenantes.

On nous annonce qu'une nouvelle expérience plus complète encore que la première aura lieu sous quelques jours.

Les wagons particuliers. — Autrefois, on avait sa berline de voyage; aujourd'hui, indépendamment des voitures de ville, de campagne, de chasse, d'exploitation rurale et des malis-coachs, on a son wagon et son yacht.

Le navire est abrégé dans un port de pêche; le wagon est ramené dans les bâtiments de la ligne sur laquelle on voyage le plus souvent.

Vient-on aller sur une autre; on fait prendre son wagon par les hommes d'équipage de cette autre ligne, et, ainsi, on est toujours chez soi, dans un milieu élégant, car c'est presque une folie que l'ameublement confortable de ces salons roulants, de ce wagon particulier, capitonné de satin, parfumé, plein de fleurs envoyées le matin du jour où l'on se met en route, où l'on a son service de voyage pour manger et pour réparer le désordre de sa toilette.

La tour de Saint-Amand. — Une ruine superbe, qu'on redoutait de voir disparaître, celle de Saint-Amand (Nord), va enfin être consolidée, sinon restaurée.

Dernier visage de la cuisine française. — La tour de Saint-Amand est un des plus intéressants morceaux d'architecture qui soient sur le territoire français.

Ces hangars sont situés dans les anciens fossés de la Bastille.

Le feu a pris naissance dans les produits alimentaires enfermés dans ces magasins; il a été combattu par les pompiers du poste de la Bastille et ceux de la caserne Sévigné, et a été éteint après une heure de travail.

Les marchandises sont complètement perdues et les hangars en grande partie détruits.

Le meurtre de la rue du Volga. — Avant-hier, à huit heures du matin, le nommé Alphonse Catelier, menuisier, demeurant 76, rue du Volga, ayant eu une discussion avec sa maîtresse, la femme L..., saisit un fort bâton qui se trouvait à sa portée et en asséna un coup sur la tête de cette femme. La malheureuse tomba raide morte.

Catelier a été arrêté et conduit au Dépôt.

Le crime de Villemonble. — Ainsi que cela était convenu Alphonse Châteaufort a quitté son tour Paris pour se rendre à Bruxelles.

Il a été reconduit jusqu'à la frontière par un agent de la sûreté.

Châteaufort est arrivé à Bruxelles, avant-hier soir, à sept heures et demie; il est allé aussitôt remercier son défenseur, M. Stockart, qui s'occupe de lui trouver un emploi et les ressources nécessaires pour attendre le moment où sera jugé le procès.

Les vols dévalisés. — De nombreux vols de draps de lit étaient la consécration dans le clan des blanchisseurs de Boulogne, G. Riches et Billancourt.

L'auteur de tous ces méfaits vient enfin d'être arrêté au moment où, en plein midi, il inspectait le séchoir d'un blanchisseur qu'il se proposait de dévaliser à la nuit tombante.

Cet homme, un nommé Armand Soyer, a d'abord essayé de nier sa culpabilité, mais une perquisition faite à son domicile a amené la découverte de quantité de reconnaissances du Mont-de-Piété mentionnant l'engagement de draps de lits. En outre, il a été reconnu par un locataire auquel il avait cédé à vil prix plusieurs objets de lingerie.

Il a été écroué au Dépôt.

Vol d'objets d'art et de tableaux.

Dans la nuit du 4 octobre, on a dévalisé complètement la galerie de M. F.-L. Amès, à Boston.

Les voleurs ont enlevés objets d'art de grand prix et des tableaux de grande valeur, parmi lesquels une très belle toile de J.-F. Millet, représentant une petite fille, pieds nus, gardant des oies; une œuvre remarquable de Theodore Rousseau, « Buras de l'Oise ».

Malgré les recherches de la police de Boston, les voleurs sont restés inconnus; tout fait croire qu'ils vont vers l'Europe avec le produit

Abonnement frauduleux aux cahiers de la Patrie. — Dans les cahiers de la Patrie, le public est admis à communiquer avec les abonnés, moyennant une taxe de 50 centimes.

L'abonné, lui, peut, au prix de 40 francs par an, se servir de ces cahiers.

Un employé d'une des grandes maisons de commerce de Paris vient de faire usage, pour son propre compte, de cette facilité laissée aux abonnés.

Chargé de recueillir chaque matin, dans les différents quartiers, les commandes pour sa maison, il les transmettait à son patron par l'intermédiaire des cahiers de la Patrie, moyennant 50 centimes chaque fois.

Un jour il se mit au travail de son patron et demanda une carte d'abonnement.

Ses 40 francs payés, il envoyait donc ses commandes gratuitement. Il n'en continua pas moins à compter à son patron 50 centimes par cahier de communication. Il réalisait d'assez beaux bénéfices.

Malheureusement pour lui, son patron, apprenant l'existence de l'abonnement aux cahiers, se rendit au bureau de poste pour se faire inscrire. Il fut fort surpris d'apprendre qu'il était abonné depuis longtemps et qu'il avait tous les jours, et plusieurs fois par jour de la carte qui lui avait été délivrée.

Il devina d'où venait le fait, et il ne lui fallut pas longtemps pour prendre en flagrant délit l'employé qui va avoir à subir les conséquences de sa manœuvre indélicates.

Porte du musée des Arts décoratifs. — M. Edmond Turquet, sous-secrétaire d'Etat au ministère des beaux-arts, vient d'informar M. Auguste Rodin, statuaire, qu'une somme de 35,000 francs est mise à sa disposition pour l'exécution en bronze de la porte décorative destinée au musée des Arts décoratifs.

On sait que cette œuvre, d'une originalité puissante, est l'interprétation de l'Enfer du Dante.

Caisse d'épargne de Paris. — Opérations du dimanche 18 au samedi 24 octobre :

Versements reçus de 5,697 déposants, dont 630 nouveaux : 668,563 fr.

Remboursements à 3,872 déposants, dont 470 par solde : 770,368 fr. 18.

Rentes achetées à la demande des déposants pour un capital de 103,058 fr. 85.

CHRONIQUE JUDICIAIRE

Le 28 août dernier, la 9^e chambre du Tribunal de la Seine avait à juger comme précédents d'outrages aux mœurs : Faustin Jollesme, rédacteur en chef de la *Parisienne illustrée*; Charles-Edouard Chollet, gérant du journal; Michel Morphy, journaliste; Collombon et Brûlé, imprimeurs; Engèle Rouquette, vendeur de journaux en gros.

Tous, d'après la prévention, avaient coopéré soit à la rédaction, soit à la publication ou distribution de quatre articles pornographiques, intitulés : le « Bouton », la « Châmisée de nuit », « Monsieur l'Archiduc », « Après la sieste », articles qui avaient paru dans le premier numéro de la *Parisienne illustrée*. Hâtons-nous d'ajouter que la *Parisienne illustrée* n'en a pas eu de second.

Le tribunal a condamné Jollesme à 2,000 francs d'amende, Rouquette à 2,000 francs, Chollet à 50 francs, Morphy à 3,000 francs, Collombon et Brûlé chacun à 100 francs.

Appel ayant été interjeté, l'affaire est revenue devant la chambre des appels de police correctionnelle. Les prévenus ne se sont pas présentés pour soutenir leur appel, et défaut a été prononcé contre eux. La cour a confirmé purement et simplement la décision des premiers juges.

Le sieur Emile Meynadier, ex-facteur des postes à Villejume, comparait en police correctionnelle pour un certain nombre d'abus de confiance et d'escroqueries commises dans des conditions qui ont révolté l'auditoire. On donne sur son compte les plus mauvais renseignements : il aimait le jeu, fréquentait les marchands de vins et buvait beaucoup. Les faits dont il est rendu coupable sont suffisamment exposés par les témoins qui défient à la barre.

Poulet, cocher. — Le 3 juin dernier, me trouvant très occupé, j'ai prié le facteur Meynadier de mettre une lettre à la poste, une lettre pour mon beau-père à qui j'envoyais un billet de banque de 50 francs. J'ai mis le billet dans la lettre et j'ai montré à Meynadier; j'ai prié ce dernier de charger la lettre et je lui ai remis, sur sa demande, 50 centimes pour le chargement.

Feuilleton de la Patrie
DU 26 OCTOBRE

REVUE DRAMATIQUE

Gymnase. — *La Doctoresse*, comédie en trois actes, par MM. Paul Ferrier et Henri Bocage.

Palais-Royal. — *Les Noces d'un Réserviste*, vaudeville en quatre actes, par MM. Henri Chivot et Alfred Duru.

Vaudeville. — Reprise de *l'Age ingrat*, comédie en trois actes, par M. Edouard Pailleron.

Le sujet de la *Doctoresse* est des plus jolis et fort à la mode. Depuis une dizaine d'années, c'est-à-dire depuis que la République s'étudie à changer les femmes en hommes, il ne se passe guère de semaines qu'on ne s'égare, dans les chroniques, sur cette singulière prétention. J'avoue que, pour ma part, je n'y ai pas résisté et que j'ai dit un jour, dans un article intitulé la *Chaussette bleue*, tout l'enjeu que me causent nos nouvelles femmes savantes. Je n'en parlais pas, bien entendu, si ce n'était une manière d'avouer la mauvaise humeur que j'ai contre elles, et qui s'épancherait volontiers plus que de raison. Il paraît que le mal s'aggrave, et que cette gangrène nous gagne. J'ai bien vu, de mes yeux vu, l'autre jour, dans les environs du Palais-Royal, une plaque de cuivre avec cette enseigne : *doctoresse* ! dont j'ouïs encore. Que voulez-vous ? C'est plus fort que moi ; je trouve la Française très bien comme elle est ! Je ne veux pas qu'on me la change. Qu'on donne à nos filles plus d'instruction qu'autrefois, je l'admets à la rigueur, et qu'elles aient comme dit Molière, des clartés de tout.

Et encore, de tout, cela va loin ! Mais, pour l'amour de Dieu, pas tant de chimie ni de mathématiques, et pas de médecine pour une obole : l'amour médecin n'est plus l'amour.

J'ai eu personnellement sous les yeux le spectacle douloureux de ces examens qu'on leur fait passer pour obtenir bre-

Le président. — Et à l'ouverture de la lettre, votre beau-père n'a-t-il pas trouvé au billet ?

Le témoin. — C'est ce qu'il m'a écrit ; j'ai été très étonné de ce fait, d'autant plus que l'écriture avait été ouverte par mon beau-père devant témoins.

Le président. — M. Roulet m'a remis sa lettre toute cachetée et je l'ai prévenue qu'elle ne pourrait la faire charger parce qu'elle ne portait pas les cinq cachets.

Le témoin. — Je vous ai donné la lettre ouverte, j'en suis parfaitement sûr et je vous ai montré le billet de banque.

M. le président (au prévenu). — Vous avez commis également un fait ignoble ; un autre membre de famille ayant son fils soldat au Tong-King, reçoit une lettre de ce dernier.

Profitant de ce qu'elle ne savait pas que les soldats du Tong-King avaient la franchise, vous lui réclamez 85 centimes ; je vous le répète, c'est ignoble à tous les points de vue.

Le prévenu. — Je ne me souviens pas de ce fait.

Femme Angueux. — A la fin du mois de juin dernier, j'ai reçu une lettre d'un de mes fils qui fait partie du corps expéditionnaire du Tong-King ; le facteur m'a réclamé 85 centimes parce que la lettre n'était pas affranchie.

M. le président. — Vous ne savez donc pas que la franchise postale existait entre les parents et les soldats envoyés au Tong-King ?

Le témoin. — Je n'en savais rien, et puis j'étais bien trop contente d'avoir des nouvelles de mon garçon pour lui donner.

M. le président. — Comment alors avez-vous su que le facteur vous avait fait une fausse réclamation ?

Le témoin. — C'est en répondant à mon fils ; je porte la lettre à la burocratie, qui la prend sans rien me demander. « Comment que ça se fait, que je lui dis, que vous ne m'avez rien payé pour l'affranchissement ? » Elle me répond que, jamais, on n'avait à payer pour des lettres envoyées des soldats au Tong-King ; alors je lui explique ce qui m'est arrivé.

M. le président (au prévenu). — Avec de pareils agissements à votre actif, il était facile de vous prendre pour ainsi dire en flagrant délit. Que fait-on ? On jette à la boîte une lettre portant en suscription une déclaration de 100 francs. Vous faites la levée de la boîte, et, quand on vous demande au bureau ce que vous avez fait de cette lettre, vous répondez que vous ne l'avez pas vue.

Le prévenu. — On peut avoir une distraction.

M. le président. — Vous étiez si peu distrait à ce moment que vous avez déchiré la lettre, et que, ne trouvant rien dedans, vous l'avez déchirée en plusieurs morceaux et jetée dans un égout.

Le prévenu. — Je ne répond rien.

Ce facteur modèle a été condamné à quinze mois de prison et 50 francs d'amende.

REVUE FINANCIERE

C'est évidemment à la tournure absolue pacifique prise tout à coup par la question de la Bulgarie qu'il faut attribuer l'important et subit revirement qui s'est produit dans la première journée de la semaine dans les dispositions de notre marché financier ainsi que dans celles des autres principales places de l'Europe.

Il nous sera bien permis de rappeler à ce propos que nous avions toujours dit qu'il en serait ainsi dès que les nouvelles d'Orient permettraient de considérer comme conjuré le danger d'une guerre dans les Balkans.

Ainsi qu'il arrive toujours en pareille circonstance, les vendeurs à découvert se sont laissés surprendre et leurs rachats précipités ont certainement contribué dans une large mesure à accélérer la reprise.

Ces rachats ont été effectués avec un empressement d'autant plus grand que leurs auteurs pensent qu'il est fort improbable de voir se produire d'ici à la fin du mois, dans quelques jours seulement nous séparant, un changement assez sérieux dans la situation politique extérieure pour déterminer une réaction notable sur notre marché financier.

C'est aussi notre avis, mais cela ne nous empêche pas de croire, ainsi que nous l'avons déjà dit dans nos derniers Bulletins quotidiens, que la détente qui vient de se produire dans les rapports

vets et diplomates. C'est horrible, même pour celles qui veulent en faire leur carrière ; à plus forte raison pour les autres.

J'avoue qu'elles ne le cèdent en rien, tant s'en faut, aux lycéens d'à côté pour l'intelligence et le courage ; elles apprennent tout ce qu'on veut et tout ce qu'elles veulent ; mais, vous autres beau dire et beau faire, la femme chez elles en pâtit. Elles ne peuvent pas mener de front ce labeur trop masculin et les occupations intérieures qui leur conviennent, et leur reviennent. Les unes négligent ces soins du ménage, cette direction supérieure de la vie domestique qui s'impose même dans une grande fortune, et qui, dans l'honnête médiocrité qui est le lot presque général, devient la condition indispensable, la garantie du bonheur. Les autres essaient de pourvoir à l'une et l'autre besogne, d'être tout à la fois femmes et savantes ; mais leur force n'y suffit pas : elles se tuent !

C'est cette métamorphose progressive du sexe auquel nous devons nos mœurs, nos seurs et nos filles que MM. Paul Ferrier et Henri Bocage ont portée sur la scène du Gymnase. Leur doctoresse, Mme Froignan, est un homme et s'habille en femme. Elle ressemble à Dante, retour de l'enfer. Elle donne ses consultations dans un cabinet d'académicien. Quant à son mari, vous entendez bien qu'il n'est plus rien dans la maison, ni rien pour elle. Sa supériorité n'a que faire de cette quantité négligeable. Qu'arrive-t-il ? Ce qui doit arriver. Le pauvre homme éprouve un dépit qui se comprend de reste, quand on songe que c'est la belle Mme Magnier qui lui tient la dragée si haute. Dans sa douleur, il émigre, et s'en va chercher au diable, chez des dompteuses anglaises, un ciel (de lit) plus doux, et des coeurs moins farouches. Mettez-vous à sa place !

Il rencontre, à la vérité, dans cette odysée amoureuse des mésaventures inattendues. La sœur de sa dompteuse lui administre des coups de poing dont il s'évanouit. C'est Mme Desclauzas ; elle a de la poigne et tape dur. Voilà notre poule mouillée par terre, et il faut qu'il se relève. Inutile de dire que c'est la doctoresse qui arrive. En présence de son mari ainsi écopé, elle devine tout, elle s'indigne, et elle lui fait, sans droit, une abominable scène conjugale. Je dis sans droit, pour deux raisons : la première, c'est que les mépris de madame justifient amplement la fureur de monsieur ; et la seconde, c'est que la fureur

de monsieur ne semble pas une affaire qui ait été loin. La femme colosse s'est montrée presque aussi cruelle que la femme savante. A la fin, celle-ci se repent et pardonne. L'instinct féminin, longtemps opprimé et atrophié en elle, se réveille tout à coup devant ce semblant d'infidélité dont elle a pensé être victime, et surtout devant un péril auquel s'expose bravement son mari dans un duel inégal ; elle rend subitement à cet époux méconnu tous les droits dont elle lui refusait l'usage. La doctoresse est morte, ainsi soit-il !

La pièce a été très bien jouée par ses principaux interprètes, Mme Magnier et Mme Desclauzas, déjà nommées ; M. Lagrange, excellent en vieux beau ; M. Numès, vraiment gai, d'une gaieté originale, dans un rôle de domestique ; et surtout M. Noblet, qui faisait Ernest. Ernest, c'est le mari !

Grâce à leurs efforts, la *Doctoresse* a réussi. Je lui souhaite, comme à toutes les pièces de tous les auteurs, une longue durée. Si son existence ne doit pas égaler celle du *Maitre de forges*, on en voit des maintenant la cause. C'est une comédie d'un genre inédit ou qui, pour mieux dire, flotte entre deux genres. Ah ! la confusion des genres ! Nos malins affectent d'en rire, et c'est toujours la grande question. Le drame a vaincu en partie, sur ce point, les antiques résistances du goût national. Il s'accommoderait d'un mélange du comique et du tragique, juxtaposés dans une même pièce, dans un même acte, et jusqu'à dans une même scène. Mais, pour la comédie, le public exige encore, si je ne m'abuse, une continuité relative, une certaine unité de ton. Il entend que la gaieté qu'on lui sert tienne dans une catégorie et s'y maintienne. Il ne l'aime pas entrelardée. Il la lui fait du Théâtre-Français, du Gymnase ou du Palais-Royal, mais non point des trois à la fois.

Or, je dirais volontiers que la *Doctoresse* tient tout ensemble de la grande comédie, par l'idée, qui est de Molière ; de la moyenne comédie bourgeoise par certains incidents de juste milieu, et aussi de la bouffonnerie et de la farce par le mot impossible et la fantaisie invraisemblable. Malgré des trésors d'esprit qu'y ont dépensés les auteurs, le sujet reste à traiter ; j'entends qu'il reste à faire sur ce sujet de la doctoresse, ou du bas-bleu, une des pièces du siècle !

Les Noces d'un réserviste n'ont pas ob-

des diverses puissances directement intéressées dans les complications orientales, et qui, par conséquent, ont dû être suffisamment compensées par la hausse importante acquise depuis huit jours, et que, sans un petit nombre de titres de premier ordre souvent recommandés par nous à nos lecteurs et qui se cotent encore au-dessous de leur prix réel, les autres valeurs ont atteint un niveau que la sagesse commande de ne pas dépasser sensiblement pour le moment.

Il ne faut pas oublier, en effet, que si l'horizon politique extérieur s'est éclairci, notre situation intérieure est toujours l'objet de légitimes préoccupations, et qu'il serait assurément imprudent de pousser beaucoup plus loin la progression de la plupart des valeurs avant d'être fixé sur la direction que la nouvelle Chambre imprimera aux affaires publiques au double point de vue de la politique et des finances.

Fonds d'Etat français et étrangers.

La hausse que nous avons à constater d'une semaine à l'autre sur nos Rentes n'est pas moindre de 1 franc pour les deux 3 0/0 et de 75 cent. pour le 4 1/2 0/0 ; nous laissons, en effet, le 3 0/0 ancien à 80 35, l'amortissable à 82 fr., et le 4 1/2 0/0 à 109 55.

L'importance même de cette progression est le meilleur argument que nous puissions fournir à l'appui des conseils de modération que nous croyons devoir donner aux acheteurs.

Nous avions toujours dit que dès qu'une détente se produirait dans les préoccupations occasionnées par les événements de Bulgarie, la rente italienne serait l'objet d'une vigoureuse reprise. Ces prévisions étaient bien fondées, on le voit, puisque le dernier cours du 5 0/0 italien, 95 85, fait ressortir une avance de 1 fr. 30 sur celui auquel il restait à la fin de la semaine précédente et nous ne pensons pas que la rente italienne ait atteint la limite de sa hausse, car la situation financière de l'Italie est de plus en plus prospère. En effet, depuis le 1^{er} janvier jusqu'au 30 septembre 1885, les recettes des douanes en Italie se sont élevées à 360 millions 917,549 fr., chiffre qui représente un excédent de 31,841,193 fr. sur les recettes des neuf premiers mois de l'exercice précédent.

Les fonds austro-hongrois et russes ont naturellement profité de l'apaisement de la question orientale : le Florin autrichien (or) s'est élevé à 88 1/4, le 4 0/0 hongrois à 80 1/4 et le 5 0/0 russe 1877 à 100 1/4. Même en tenant compte du motif de cette hausse, ce sont là de beaux prix pour ces valeurs.

Le gouvernement du sultan ayant démontré sa ferme intention de respecter les engagements financiers pris par lui, il en est résulté une amélioration sensible des fonds ottomans. Le 4 0/0 turc notamment s'est élevé à 14 65, gagnant ainsi 75 cent. d'une semaine à l'autre.

La Dette unifiée d'Egypte est en voie de hausse : elle est tenue à 330 en clôture et progressera vraisemblablement encore, le succès de la mission de sir Drummond à Constantinople étant considéré comme devant avoir des conséquences favorables pour l'administration des finances égyptiennes.

L'extérieure espagnole est demeurée calme mais soutenue aux environs de 56 1/2.

Institutions de crédit

A 4,770 la Banque de France gagne seulement 50 fr. d'une semaine à l'autre. Les affaires d'escompte continuant à être toujours fort restreintes, il est dès à présent à peu près certain que le dividende des actions de notre première institution de crédit pour le second semestre de 1885 sera inférieur à celui de la période correspondante de 1884.

Le Crédit foncier s'est vivement relevé comme on devait bien s'y attendre : il a atteint 1320 et reste à 1310 au comptant en reprise de 20 fr. sur sa clôture du samedi précédent. De plus hauts cours sont encore à prévoir, car la situation de cette institution de crédit au 30 septembre dernier accuse une nouvelle augmentation de bénéfices.

Les bénéfices bruts des neuf premiers mois de l'année s'élevaient à 17,149,331 fr.

contre 16,172,349 fr. pour la période correspondante de 1884. Les frais généraux n'ont augmenté que de 7,193 fr. ; il reste donc un excédent de bénéfices nets de 567,782 fr. pour les neuf premiers mois de l'exercice courant. Ceux qui suivent de près la marche de cet établissement de crédit savent que ces augmentations de bénéfices n'ont rien d'anormal, et qu'elles résultent de la nature même des opérations de prêts hypothécaires à long terme, lorsque ces opérations sont conduites avec prudence.

La Compagnie foncière de France fait 330. Cette Société a été entraînée dans son développement par l'effet de la crise si intense et si prolongée que subit l'industrie du bâtiment. La liquidation des entreprises de construction faites sur les terrains de la Compagnie l'a amenée à acquiescer à une grande quantité de maisons qui n'étaient pas louées ou qui ne l'étaient qu'en très faible partie. Les acquisitions dont il s'agit ont porté à près de 40 millions la valeur du domaine immobilier de la Compagnie.

Le produit des locations réalisées s'élève déjà à 1,600,000 fr. Ces 1,600,000 fr. sont absorbés par les charges de toute nature des immeubles et par les intérêts des emprunts hypothécaires ; mais d'après les évaluations les plus modérées, il reste encore plus de 1,200,000 fr. de locations à faire. Or, le capital propre de la compagnie engagée dans ces opérations ne dépassant pas 23 millions, on voit donc que si la rémunération de ce capital manque pour le moment, elle n'en est pas moins certaine pour un avenir vraisemblablement peu éloigné.

Les prêts faits au moyen des escomptes du Crédit foncier procurent en outre à la compagnie un bénéfice important qui peut être évalué au minimum de 7 à 800,000 fr. par an. On voit que si la compagnie est privée momentanément d'une forte partie de ses revenus normaux, elle a pu traverser la crise sans être obligée d'avoir recours à d'autres capitaux qu'à ses propres fonds ou à ceux provenant d'emprunts statutaires au Sous-Comptoir des entrepreneurs et au Crédit foncier. Elle n'a plus de dépenses importantes en perspective, et la période de la perception des revenus étant arrivée, sa situation ne peut maintenant que tendre à s'améliorer de jour en jour.

La hausse de toutes les valeurs italiennes et notamment celle du 5 0/0 italien et des Méridionaux explique suffisamment la reprise qui commence à se produire sur les actions de la Banque d'escompte en avance de 10 fr. d'une semaine à l'autre à 455. Les bénéfices déjà acquis depuis le commencement de l'exercice et ceux qu'elle est appelée à retirer des importantes affaires qu'elle prépare assignent tout au moins le pair aux titres de cette société financière.

La Société générale est toujours immobile entre 450 et 455. La Banque de Paris et des Pays-Bas reste lourde à 615.

Chemins de fer

Les recettes de nos grandes lignes sont toujours aussi peu satisfaisantes ; dans ces conditions, les cours actuels de leurs actions, qui ne présentent pas de changement notable sur ceux du samedi précédent, doivent donc être considérés comme un maximum que ces titres pourraient difficilement dépasser.

Voici leurs derniers prix : Lyon, 1245 ; Nord, 1530 ; Orléans, 1310 ; Midi, 1162 50.

Ainsi que nous l'avons annoncé hier, c'est jeudi prochain 29 octobre qu'aura lieu l'émission des actions de la Compagnie anonyme des chemins de fer du Sud de la France. Le capital social est de dix millions, divisé en 20,000 actions de 500 fr.

Ces titres sont offerts au public au pair. Ils sont libérés de moitié seulement ; 50 fr. seront versés à la souscription et 200 fr. à la répartition.

La souscription sera ouverte un seul jour au Crédit industriel et à la Société marseillaise du Crédit industriel.

D'après l'article 4 de la convention intervenue, le 23 juillet 1885, entre le ministre des travaux publics et les concessionnaires, le ministre, au nom de l'Etat, garantit à la Compagnie des chemins de fer du Sud de la France, pendant la durée

de la concession (90 ans), un intérêt de 5 0/0, amortissement compris, sur le montant des sommes dépensées pour la construction et la mise en exploitation des lignes, et sur le montant réel des dépenses dont la nécessité, après la mise en exploitation, serait reconnue par décret délibéré en Conseil d'Etat.

Le public a accueilli avec une grande faveur les obligations de Mostaganem à Tiarret, qui avaient une garantie directe de l'Etat.

Il en sera de même pour les titres de la Compagnie du Sud de la France qui ont aussi une garantie directe de l'Etat, conçue dans l'esprit qui a présidé à l'établissement des conventions faites en 1883 avec les grandes Compagnies.

Les Lombards se sont négociés cette semaine de 265 à 272 50. Contrairement à ce que l'on a dit, les obligations de cette compagnie n'ont pas engagé de procès pour être déchargées de l'impôt de 2 francs par titre mis sur ces obligations.

Dans les conditions actuelles il y a certainement avantage pour les porteurs d'actions des Lombards à réaliser leurs titres pour prendre en échange des Chemins autrichiens ; car si le revenu de ces derniers est soumis, comme celui des Lombards, aux variations du change, il est, tout au moins, plus élevé.

Nous laissons le Nord d'Espagne à 420 et le Saragosse à 320 ; cette réaction ne nous paraît pas justifiée, car, ainsi que nous l'avons déjà dit, il est à croire que ces deux lignes vont entrer dans une période d'amélioration de leurs recettes.

Les Méridionaux italiens sont en vive reprise à 700 fr. L'annonce de l'émission des 60,000 actions nouvelles a été le signal d'une nouvelle progression des cours. On sait que les actionnaires actuels ont le droit de souscrire au pair, c'est-à-dire à 500 fr., une action nouvelle contre cinq anciennes. C'est une prime de 40 fr. qui vient réduire le prix d'achat de chaque action, sans compter les intérêts et le dividende acquis. Les capitalistes doivent se hâter d'acheter un pareil titre qui leur donne un revenu de 5 0/0 environ, une prime immédiate et la perspective de grandes plus-values. Ceux qui ont suivi notre conseil, l'année dernière, en arbitrant les Chemins autrichiens contre les Méridionaux italiens, ont pu réaliser de grands bénéfices. Ils peuvent en réaliser de nouveaux en achetant les Méridionaux au cours actuel, car les conventions avec l'Etat qui ont été votées au commencement de l'année vont donner une forte impulsion aux dividendes de la Société. Le cours de 800 fr. est donc à prévoir dans un avenir peu éloigné.

Valeurs diverses

Le Gaz parisien n'a que faiblement profité de la reprise générale : à 1,450, en effet, il gagne seulement 10 francs d'une semaine à l'autre.

Le Canal de Suez, par contre, a notablement progressé : il a largement dépassé 2,000 fr., et son dernier cours, 2,030, est supérieur de 40 fr. à celui du samedi précédent.

Les produits du transit continuent à être des plus brillants ; aussi, une hausse nouvelle des actions et autres valeurs du Suez est-elle à prévoir.

Le Panama n'est pas resté en dehors de la reprise générale : il s'est élevé un instant à 400 fr., et reste tenu à 392 50.

Les Omnibus de Paris se sont vivement relevés à 1,065, leur prix de clôture, ils sont en avance de 50 francs.

AVIS ET COMMUNICATIONS

La Bibliothèque scientifique internationale est ouverte de vulgarisation dans laquelle les savants de tous pays exposent leurs propres découvertes ; elle a pour collaborateurs Berthelot, Wurtz, Marey, de Laessan, de Candolle, Herbert Spencer, A. Bain, Draper, Helmholtz, le P. Secchi, etc. Ces noms suffisent pour indiquer la haute valeur de cette publication. (Voir aux annonces.)

FISCHER, opticien-oculiste, 7, rue de la Paix, application de verres spéciaux pour toutes les vues, fatiguées, affaiblies ou malades.

et de l'épouser en fin de compte sous prétexte de lui rendre son honneur qu'elle n'a pas perdu. Il n'a pas abdiqué pour cela. Il s'enflamme, dans la gare même, pour une cocotte, ou actrice, en partance pour Evreux, et le voilà lancé, sur la même ligne ferrée que son gendre, à la poursuite de l'irrésistible Rosalba.

Naturellement, tous ces gens-là se retrouveront bientôt, sans s'être donné rendez-vous, à l'hôtel du Cheval-Rouge. Mais auparavant, il importe qu'une quatrième intrigue se greffe sur les trois autres. Le capitaine Trubert, qui commande la compagnie où l'on a versé Oscar, a demandé tout récemment la main de Valentine qui lui a été refusée, et il a ainsi sous ses ordres son rival heureux.

« Présentez-moi donc votre femme » dit-il à l'infortuné réserviste. Celui-ci s'en garde bien, et lui présente, à la place de Valentine, cette fameuse Rosalba, une ancienne, qui allume aujourd'hui le beau-père après le gendre, et Bouillancourt après Oscar.

Je m'arrête. Vous voyez d'ici (c'est l'expression consacrée) tout ce qui va sortir de ces préparations interminables. Eh bien ! non, vous ne le voyez pas ! Il en sort plus de fumée que de feu, et une confusion, et un chaos, et une espèce d'abrutissement du spectateur. Au dénouement, tout s'arrange. Le sursis était bien pour Oscar, qui emmène décidément sa petite femme à Evreux. Mais on ne s'est pas beaucoup amusé dans l'intervalle. Un fond de grivoiserie un peu banale et lourde, sur lequel se déroulent quelques arabesques dans le même goût, n'a pas suffi pour déridier le spectateur. « Je ne vous ai pas égarés pour des pures ! » dit Mme Bouillancourt à son mari. Ce mot et d'autres pareils ont paru vains, même sur les lèvres de l'excellente Mme Mathilde qui a le privilège des crudités. Le jovial Bailly, l'hurleur Lavigne, de Pi-voin, d'Oscar Dutilleul et du sergent Grinchard, sauvent la pièce, si elle peut être sauvée. Mais j'en doute : c'est un genre qui a fait son temps.

Je n'en dirai pas autant du genre auquel appartient la très jolie pièce de M. Edouard Pailleron, *l'Age ingrat*, transférée du Gymnase au Vaudeville ; car cette façon de comédie essentiellement parisienne et moderne a tout ce qu'il faut pour jouer, à nos yeux, d'une éternelle jeunesse. Elle ne brille pas par

de la concession (90 ans), un intérêt de 5 0/0, amortissement compris, sur le montant des sommes dépensées pour la construction et la mise en exploitation des lignes, et sur le montant réel des dépenses dont la nécessité, après la mise en exploitation, serait reconnue par décret délibéré en Conseil d'Etat.

Le public a accueilli avec une grande faveur les obligations de Mostaganem à Tiarret, qui avaient une garantie directe de l'Etat.

Il en sera de même pour les titres de la Compagnie du Sud de la France qui ont aussi une garantie directe de l'Etat, conçue dans l'esprit qui a présidé à l'établissement des conventions faites en 1883 avec les grandes Compagnies.

Les Lombards se sont négociés cette semaine de 265 à 272 50. Contrairement à ce que l'on a dit, les obligations de cette compagnie n'ont pas engagé de procès pour être déchargées de l'impôt de 2 francs par titre mis sur ces obligations.

Dans les conditions actuelles il y a certainement avantage pour les porteurs d'actions des Lombards à réaliser leurs titres pour prendre en échange des Chemins autrichiens ; car si le revenu de ces derniers est soumis, comme celui des Lombards, aux variations du change, il est, tout au moins, plus élevé.

Nous laissons le Nord d'Espagne à 420 et le Saragosse à 320 ; cette réaction ne nous paraît pas justifiée, car, ainsi que nous l'avons déjà dit, il est à croire que ces deux lignes vont entrer dans une période d'amélioration de leurs recettes.

Les Méridionaux italiens sont en vive reprise à 700 fr. L'annonce de l'émission des 60,000 actions nouvelles a été le signal d'une nouvelle progression des cours. On sait que les actionnaires actuels ont le droit de souscrire au pair, c'est-à-dire à 500 fr., une action nouvelle contre cinq anciennes. C'est une prime de 40 fr. qui vient réduire le prix d'achat de chaque action, sans compter les intérêts et le dividende acquis. Les capitalistes doivent se hâter d'acheter un pareil titre qui leur donne un revenu de 5 0/0 environ, une prime immédiate et la perspective de grandes plus-values. Ceux qui ont suivi notre conseil, l'année dernière, en arbitrant les Chemins autrichiens contre les Méridionaux italiens, ont pu réaliser de grands bénéfices. Ils peuvent en réaliser de nouveaux en achetant les Méridionaux au cours actuel, car les conventions avec l'Etat qui ont été votées au commencement de l'année vont donner une forte impulsion aux dividendes de la Société. Le cours de 800 fr. est donc à prévoir dans un avenir peu éloigné.

Valeurs diverses

Le Gaz parisien n'a que faiblement profité de la reprise générale : à 1,450, en effet, il gagne seulement 10 francs d'une semaine à l'autre.

Le Canal de Suez, par contre, a notablement progressé : il a largement dépassé 2,000 fr., et son dernier cours, 2,030, est supérieur de 40 fr. à celui du samedi précédent.

Les produits du transit continuent à être des plus brillants ; aussi, une hausse nouvelle des actions et autres valeurs du Suez est-elle à prévoir.

Le Panama n'est pas resté en dehors de la reprise générale : il s'est élevé un instant à 400 fr., et reste tenu à 392 50.

Les Omnibus de Paris se sont vivement relevés à 1,065, leur prix de clôture, ils sont en avance de 50 francs.

AVIS ET COMMUNICATIONS

La Bibliothèque scientifique internationale est ouverte de vulgarisation dans laquelle les savants de tous pays exposent leurs propres découvertes ; elle a pour collaborateurs Berthelot, Wurtz, Marey, de Laessan, de Candolle, Herbert Spencer, A. Bain, Draper, Helmholtz, le P. Secchi, etc. Ces noms suffisent pour indiquer la haute valeur de cette publication. (Voir aux annonces.)

FISCHER, opticien-oculiste, 7, rue de la Paix, application de verres spéciaux pour toutes les vues, fatiguées, affaiblies ou malades.

et de l'épouser en fin de compte sous prétexte de lui rendre son honneur qu'elle n'a pas perdu. Il n'a pas abdiqué pour cela. Il s'enflamme, dans la gare même, pour une cocotte, ou actrice, en partance pour Evreux, et le voilà lancé, sur la même ligne ferrée que son gendre, à la poursuite de l'irrésistible Rosalba.

Naturellement, tous ces gens-là se retrouveront bientôt, sans s'être donné rendez-vous, à l'hôtel du Cheval-Rouge. Mais auparavant, il importe qu'une quatrième intrigue se greffe sur les trois autres. Le capitaine Trubert, qui commande la compagnie où l'on a versé Oscar, a demandé tout récemment la main de Valentine qui lui a été refusée, et il a ainsi sous ses ordres son rival heureux.

« Présentez-moi donc votre femme » dit-il à l'infortuné réserviste. Celui-ci s'en garde bien, et lui présente, à la place de Valentine, cette fameuse Rosalba, une ancienne, qui allume aujourd'hui le beau-père après le gendre, et Bouillancourt après Oscar.

Je m'arrête. Vous voyez d'ici (c'est l'expression consacrée) tout ce qui va sortir de ces préparations interminables. Eh bien ! non, vous ne le voyez pas ! Il en sort plus de fumée que de feu, et une confusion, et un chaos, et une espèce d'abrutissement du spectateur. Au dénouement, tout s'arrange. Le sursis était bien pour Oscar, qui emmène décidément sa petite femme à Evreux. Mais on ne s'est pas beaucoup amusé dans l'intervalle. Un fond de grivoiserie un peu banale et lourde, sur lequel se déroulent quelques arabesques dans le même goût, n'a pas suffi pour déridier le spectateur. « Je ne vous ai pas égarés pour des pures ! » dit Mme Bouillancourt à son mari. Ce mot et d'autres pareils ont paru vains, même sur les lèvres de l'excellente Mme Mathilde qui a le privilège des crudités. Le jovial Bailly, l'hurleur Lavigne, de Pi-voin, d'Oscar Dutilleul et du sergent Grinchard, sauvent la pièce, si elle peut être sauvée. Mais j'en doute : c'est un genre qui a fait son temps.

Je n'en dirai pas autant du genre auquel appartient la très jolie pièce de M. Edouard Pailleron, *l'Age ingrat*, transférée du Gymnase au Vaudeville ; car cette façon de comédie essentiellement parisienne et moderne a tout ce qu'il faut pour jouer, à nos yeux, d'une éternelle jeunesse. Elle ne brille pas par

ce don de naïveté qui est particulier aux époques simples ; elle est, comme on dit, très fouillée et même un peu tarabiscotée, mais il lui faudrait que le siècle fit une espèce de culte en arrière de ses mœurs pour qu'on sa fraîcheur raffin

GAZETTE THÉÂTRALE

Le directeur du théâtre de la Porte-Saint-Martin, prenant en considération de nombreuses demandes qui lui ont été adressées par des commerçants et des chefs d'atelier du quartier Saint-Martin et du Faubourg-Saint-Antoine, vient, à la veille de la réouverture, d'abaisser, dans une proportion notable, le prix de certaines places de second ordre.

Voici le nouveau tarif, qui est assez modéré pour permettre au petit public l'accès du théâtre de la Porte-Saint-Martin :

| | |
|--|------|
| Stalles d'orchestre..... | 4 |
| Stalles des troisièmes de face, fauteuils des troisièmes de face, chaises..... | 3 |
| Stalles des troisièmes de face..... | 2 50 |
| Stalles des troisièmes de côté..... | 2 |
| Quatrième galerie..... | 1 25 |
| Amphithéâtre..... | 75 |

On sait que M. Ed. Lockroy avait fait de cet abaissement de prix l'une des conditions de la représentation de *Martin Delorme*, à ce théâtre.

Réouverture mardi 27 octobre.

M. Victorien Sardou a lu hier samedi aux artistes du Vaudeville sa nouvelle comédie en quatre actes qui sera jouée sous le titre de *Georgette*.

Interprètes principaux : MM. Adolphe Dupuis, André Michel, Montigny ; Mmes Tessandier-Forand, Fromentin (engagée spécialement), d'Harcourt (début), Grassot et Marguerite Geronzi.

La mise à la scène de cette comédie nécessitera de grands soins et de longues études.

Rien ne presse d'ailleurs, grâce à l'Age ingrat qui se dessine au Vaudeville comme un grand succès d'argent.

Une dépêche de Vienne nous apprend la mort du baron de Hoffmann, intendant général des théâtres de la Cour, qui a succombé au même mal que M. Perrin.

Ses dernières pensées ont été pour l'Opéra et le Burgtheater qu'il dirigeait pendant longtemps, avec autant de goût que d'habileté.

Les maîtres de la jeune école française : Massenet, Salvayre, Delibes, déplorent cette perte, car le baron de Hoffmann a puissamment contribué à répandre leur réputation à l'étranger, en ouvrant toutes grandes les portes de l'Opéra de Vienne à leurs œuvres.

Le baron de Hoffmann était très aimé à la Cour ; il comptait beaucoup d'amis à Paris.

C'était peut-être l'homme le plus décoré au monde après le Chancelier de Fer.

Le prince Richard de Metternich sera probablement désigné par l'empereur pour succéder, dans sa charge, au baron de Hoffmann.

La commission des auteurs et compositeurs dramatiques a dû compléter son bureau, par suite de la démission de M. Jules Claretie.

M. François Coppée a été nommé vice-président en remplacement de l'administrateur de la Comédie-Française.

Le manuscrit du drame de *Germinal*, qui doit être prochainement mis en répétition au Châtelet, est encore retenu par la censure.

C'est, paraît-il, le dernier tableau qui motive les difficultés.

Dans ce tableau, on voit tomber les mineurs, les femmes et les enfants, foudroyés par une décharge de la troupe et des gen-

darmes, comme dans le dessin qui accompagnait l'annonce du roman.

La censure a refusé à cet exécution. Les auteurs ont dû dissimuler soldats ou gendarmes dans la coulisse.

On finira par s'entendre.

MM. Zola et Bismuth ont encore été reçus hier soir par M. E. Turquet.

Les Menus-Plaisirs annoncent les dernières représentations de la *Mascotte*.

On présume que l'homme de paille, comédie-vaudeville en trois actes de M. Albin Valabrègue, passera dans les premiers jours du mois prochain.

Le prince de Galles et sa famille assistaient, hier samedi, à la représentation du *Courrier de Lyon* au théâtre des Nations.

M. Ballande a fait exécuter le *God save the Queen* à deux reprises différentes : la première fois, entre le troisième et le quatrième tableau, la deuxième fois entre le cinquième et le sixième.

G. DORANTE.

BIBLIOGRAPHIE

Le tome III des Poésies complètes et des principales œuvres en prose de Lamartine, *Harmonies poétiques*, vient d'être publié dans la Bibliothèque de M. Lemerre, il sera suivi, avant la fin de l'année, des tomes IV, V et VI.

Cette édition, à la fois charmante et complète, que la famille et les amis du grand poète surveillent avec tant de soin, vaut tous les monuments que l'on pourrait élever à la gloire de Lamartine. Aussi ne sommes-nous pas étonné de l'empressement extraordinaire des lecteurs et du public à se disputer, à mesurer qu'ils paraissent, les délicieuses volumes de la Petite Bibliothèque littéraire du passage Choiseul.

La *Violette bleue*, par F. de Boisgobey, qui paraît à la librairie Plon, est un des romans les plus dramatiques et les plus mouvementés qu'aient écrits l'auteur du *Criminelle de l'Opéra*. Ce livre plaira à tous ceux qui aiment les situations fortes, l'imprévu des aventures et l'étude des caractères.

La *Nature*, revue des Sciences illustrées, Gaston Tissandier, rédacteur en chef, G. Masson, éditeur, 120, boulevard Saint-Germain (Paris).

Sommaire du numéro 647, du 25 octobre 1885 :

Les phoques savants, par Guyot-Daubès. — L'éclairage électrique et la micrographie, par Gaston Tissandier. — Nouvelle source de gutta-percha, par M. le professeur Heckel. — Rôle des barrages en pays de montagne, par Fabien Benard. — L'Exposition de Hell-Gate, près de New-York. — Une Exposition internationale à Liverpool en 1886. — Pompe universelle à clapets mobiles. — Distributeur automatique de cartes postales et d'enveloppes timbrées, par Ernest Vlasto. — Chronique. — Académie des sciences ; séance du 19 octobre, par S. Meunier. — Récréations scientifiques : petit métier à tisser fait avec une carte.

Ce numéro renferme dix gravures et le Bulletin météorologique de la semaine.

La 42^e série de l'ALLEMAGNE ILLUSTRÉE vient d'être mise en vente par les éditeurs Jules Rouff et Co.

L'auteur y achève son étude de la Prusse par le classement des villes du royaume, d'après le chiffre de leur population et par une statistique générale.

Outre une carte historique de la Prusse, trois gravures ornent le texte : une vue générale de Marienwerder, Napoléon I^{er} au tombeau de Frédéric le Grand, et les fêtes

du couronnement de l'empereur Guillaume à Königsberg.

A cette 42^e série sont joints les titres, faux-titres et couvertures des deux volumes formés par les séries parues à ce jour.

JOURNAL DE LA JEUNESSE. — Sommaire de la 673^e livraison (24 octobre 1885) : La légende de Hervé Plémeur, par Mme Colomb. — La chasse de Sainte Ursule, par Frédéric Dillaye. — Les véhicules du peintre. — L'école navale, par Louis Maussion. — La Jacquarie, par Mme de Witt, née Guizot.

Dessins : E. Zier, P. Renouard, Mathis. Bureaux à la librairie Hachette et Cie, 70, boulevard Saint-Germain, à Paris.

LE TOUR DU MONDE, nouveau journal de voyages. Sommaire de la 1294^e livraison (24 octobre 1885) : Le Zéguir, par M. Camille Lemoine. Texte et dessins inédits. — Dix gravures de Taylor, A. Heins, S. Mellery. Bureaux à la librairie Hachette et Cie, boulevard Saint-Germain, 79, à Paris.

Est (réseau réuni) Du 1^{er} au 7 octobre..... 2.851.314 2.849.935 Exercice..... 96.044.652 102.265.959

Midi (réseau réuni) Du 1^{er} au 7 octobre..... 1.840.833 1.829.856 Exercice..... 68.862.316 69.613.749

Nord de l'Est (réseau réuni) Du 1^{er} au 7 octobre..... 1.559.415 1.506.267 Exercice..... 60.430.935 63.720.747

Nord de l'Ouest (réseau réuni) Du 1^{er} au 7 octobre..... 2.035.943 2.030.452 Exercice..... 74.877.355 73.852.847

Portugais Du 1^{er} au 7 octobre..... 220.000 275.987 Exercice..... 8.940.000 9.231.737

Est (nouveau réseau) Du 1^{er} au 7 octobre..... 4.055 5.477 Exercice..... 214.935 318.327

Est (nouveau réseau) Du 1^{er} au 7 octobre..... 4.055 5.477 Exercice..... 214.935 318.327

Est (nouveau réseau) Du 1^{er} au 7 octobre..... 4.055 5.477 Exercice..... 214.935 318.327

Est (nouveau réseau) Du 1^{er} au 7 octobre..... 4.055 5.477 Exercice..... 214.935 318.327

Est (nouveau réseau) Du 1^{er} au 7 octobre..... 4.055 5.477 Exercice..... 214.935 318.327

Est (nouveau réseau) Du 1^{er} au 7 octobre..... 4.055 5.477 Exercice..... 214.935 318.327

Est (nouveau réseau) Du 1^{er} au 7 octobre..... 4.055 5.477 Exercice..... 214.935 318.327

Est (nouveau réseau) Du 1^{er} au 7 octobre..... 4.055 5.477 Exercice..... 214.935 318.327

Est (nouveau réseau) Du 1^{er} au 7 octobre..... 4.055 5.477 Exercice..... 214.935 318.327

Est (nouveau réseau) Du 1^{er} au 7 octobre..... 4.055 5.477 Exercice..... 214.935 318.327

Est (nouveau réseau) Du 1^{er} au 7 octobre..... 4.055 5.477 Exercice..... 214.935 318.327

Est (nouveau réseau) Du 1^{er} au 7 octobre..... 4.055 5.477 Exercice..... 214.935 318.327

Est (nouveau réseau) Du 1^{er} au 7 octobre..... 4.055 5.477 Exercice..... 214.935 318.327

Est (nouveau réseau) Du 1^{er} au 7 octobre..... 4.055 5.477 Exercice..... 214.935 318.327

Est (nouveau réseau) Du 1^{er} au 7 octobre..... 4.055 5.477 Exercice..... 214.935 318.327

Est (nouveau réseau) Du 1^{er} au 7 octobre..... 4.055 5.477 Exercice..... 214.935 318.327

Est (nouveau réseau) Du 1^{er} au 7 octobre..... 4.055 5.477 Exercice..... 214.935 318.327

Est (nouveau réseau) Du 1^{er} au 7 octobre..... 4.055 5.477 Exercice..... 214.935 318.327

Est (nouveau réseau) Du 1^{er} au 7 octobre..... 4.055 5.477 Exercice..... 214.935 318.327

Est (nouveau réseau) Du 1^{er} au 7 octobre..... 4.055 5.477 Exercice..... 214.935 318.327

Est (nouveau réseau) Du 1^{er} au 7 octobre..... 4.055 5.477 Exercice..... 214.935 318.327

Est (nouveau réseau) Du 1^{er} au 7 octobre..... 4.055 5.477 Exercice..... 214.935 318.327

Est (nouveau réseau) Du 1^{er} au 7 octobre..... 4.055 5.477 Exercice..... 214.935 318.327

Est (nouveau réseau) Du 1^{er} au 7 octobre..... 4.055 5.477 Exercice..... 214.935 318.327

Est (nouveau réseau) Du 1^{er} au 7 octobre..... 4.055 5.477 Exercice..... 214.935 318.327

Est (nouveau réseau) Du 1^{er} au 7 octobre..... 4.055 5.477 Exercice..... 214.935 318.327

Est (nouveau réseau) Du 1^{er} au 7 octobre..... 4.055 5.477 Exercice..... 214.935 318.327

Est (nouveau réseau) Du 1^{er} au 7 octobre..... 4.055 5.477 Exercice..... 214.935 318.327

Est (nouveau réseau) Du 1^{er} au 7 octobre..... 4.055 5.477 Exercice..... 214.935 318.327

Est (nouveau réseau) Du 1^{er} au 7 octobre..... 4.055 5.477 Exercice..... 214.935 318.327

| | |
|--|--------|
| Cuivre en lingots et plaques..... | 112 50 |
| — Best Selected..... | 115 |
| — minerai Corocoro cuivre contenu..... | 105 |
| Etain blanc, livrable au Havre ou Paris..... | 240 |
| Billets..... | 246 25 |
| — Détroits..... | 241 50 |
| — Australie..... | 246 25 |
| — anglais, livrable au Havre ou Paris..... | 240 |
| Plombs, marque ordinaire, liv. au Havre..... | 24 25 |
| — marque ordinaire, liv. à Paris..... | 24 25 |
| Zinc de Silésie, livrable au Havre..... | 38 25 |
| — autres bonnes marques, liv. Havre..... | 38 |
| — autres bonnes marques liv. Paris..... | 38 25 |

Ressources aux dernières dates

Voici la situation des ressources aux dernières dates dans les principaux pays, les quantités exprimées en tonnes de 1,000 kilos :

Pays et dates : 1885 1884 1883

France, 1^{er} oct..... 155.357 121.293 57.630

Angleterre, 1^{er} oct..... 274.955 232.882 196.614

Allemagne, 1^{er} sept..... 119.700 18.250 10.250

Hollande, 1^{er} oct..... 25.080 9.474 9.409

Belgique, 1^{er} sept..... 43.451 19.102 7.144

Autriche, 1^{er} sept..... 14.700 5.400 4.350

Total en Europe..... 683.493 428.403 285.069

Etats-Unis, 6 oct..... 98.467 122.302 68.174

Total..... 781.960 550.705 353.243

Hav., Mat., 3 oct..... 38.889 48.939 40.872

Sous voiles..... 39.916 32.443 37.155

Total général..... 799.465 630.086 431.230

Excédent 1885 sur 1884 : 169.379 tonnes.

Excédent 1885 sur 1884 : 169.379 tonnes.

Excédent 1885 sur 1884 : 169.379 tonnes.

Excédent 1885 sur 1884 : 169.379 tonnes.

Excédent 1885 sur 1884 : 169.379 tonnes.

Excédent 1885 sur 1884 : 169.379 tonnes.

Excédent 1885 sur 1884 : 169.379 tonnes.

Excédent 1885 sur 1884 : 169.379 tonnes.

Excédent 1885 sur 1884 : 169.379 tonnes.

Excédent 1885 sur 1884 : 169.379 tonnes.

Excédent 1885 sur 1884 : 169.379 tonnes.

Excédent 1885 sur 1884 : 169.379 tonnes.

Excédent 1885 sur 1884 : 169.379 tonnes.

Excédent 1885 sur 1884 : 169.379 tonnes.

Excédent 1885 sur 1884 : 169.379 tonnes.

Excédent 1885 sur 1884 : 169.379 tonnes.

Excédent 1885 sur 1884 : 169.379 tonnes.

Excédent 1885 sur 1884 : 169.379 tonnes.

Excédent 1885 sur 1884 : 169.379 tonnes.

| | |
|--|---------|
| Montagne..... | 32 à 35 |
| — 2 ^e choix..... | 30 à 32 |
| Aramon légers, 2 ^e choix..... | 20 à 24 |
| Minervois 1 ^{er} choix..... | 48 à 58 |

PUBLICATIONS DE MARIAGES

ENTRE :

M. Rimbaud, magasin du Louvre et Mlle V. not., rue Saint-Honoré, 108. — M. Carnet, galerie Valois, 155 et Mlle Decaux, rue Montpensier, 25.

— M. Thomann, rue Pyramides, 9 et Mlle Aubry, rue Bourbonne-Cléau, 4. — M. Tubert, r. du Bouloi, 9 et Mlle Pionier, même rue. — M. Allame, à Montigny, et Mlle Paillard, rue de Rivoli, 140. — M. Reverchon, à Thérat et Mlle Pernin, rue de Vienne, 10. — M. Simon, rue du Bouloi, 9 et Mlle Berger, à Montbéliard.

— M. Le Révérend, rue de Vienne, 23 et Mlle Gohanne, même rue. — M. Bontaux, rue Radziwille, 37 et Mlle Horry, rue Richelieu, 32. — M. Daudet, rue Dupleix, 4 et Mlle Lebrun, rue Clapayron, 9. — M. Navarre, rue Perrault, 1 et Mlle Morin, chaussée d'Antin, 31. — M. Schwartz, r. de la Villière, 4 et Mlle Gremat, rue d'Hauteville, 84. — M. Blanc, rue Ferronnerie, 29 et Mlle Vve Larribat, même rue. — M. Rivallan, à Versailles et Mlle Portier, place Dauphine, 28.

— M. Parize, au Grottoz et Mlle Boudrais. — M. Subert, rue des Petits-Champs, 97 et Mlle Pilet, bd Saint-Germain, 1. — M. Rivière, rue Montmartre, 111 et Mlle Bisson, même rue. — M. Couesne, à Châteaufortier et Mlle Dupas, rue Favart, 2. — Genait, rue Monsigny, 9 et Mlle Vve Courtois, même rue.

DECES

DU 21 OCTOBRE 1885

Premier arrondissement. — Mme Norlier, rue Montpensier, 28.

Troisième arrondissement. — Mme Passopons, 43 ans, rue Beauregard, 39. — Mme Poulet, 46 ans, rue Thévenot, 5.

Quatrième arrondissement. — Mme Vve Chabot, 81 ans, rue Saint-Antoine, 122. — Mme Hémery, 39 ans, rue de la Harpe, 32. — Mlle Vve Lart, 70 ans, rue des Blancs-Manteaux, 32.

Cinquième arrondissement. — Mme Hirsch, 62 ans, rue Lanneau, 1 bis.

Sixième arrondissement. — M. Goguyer, 60 ans, rue Guénégaud, 35. — M. Leroy, 58 ans, rue Madame, 48.

Septième arrondissement. — M. Piolat, 57 ans, rue Fabry, 40. — Mme Mangenot, 40 ans, av. de Breteuil, 38.

Huitième arrondissement. — M. Laine, 63 ans, rue des Ecoles d'Artois, 4. — M. Demallio, 71 ans, rue Saint-Philippe-du-Roule, 6.

Nouveau arrondissement. — M. Vincent, 52 ans, rue Fg-Poissonnière, 159. — Mlle Pinaguet, 18 ans, cité Milton, 5.

Dixième arrondissement. — M. Palmé, 61 ans, rue de l'Échiquier, 49. — M. Siegfried, 63 ans, r. Fg-Saint-Martin, 212.

Onzième arrondissement. — M. Robert, 66 ans, rue de Lappe, 54. — M. Deneuville, 43 ans, rue des Boulets, 37.

Douzième arrondissement. — M. Nicollier, 43 ans, av. Daumesnil, 138. — M. Margot, 56 ans, rue Becquer, 1.

Troisième arrondissement. — Mme Vve Bourboul, 72 ans, rue du Chevalier, 52. — Mlle Siohan, 72 ans, rue Nationale, 18.

Quatorzième arrondissement. — Mlle Cappe, 32 ans, rue Thibault, 7. — Mme Vve Morel, 89 a., rue Boulard, 3.

Quinzième arrondissement. — M. Lesage, 81 ans, rue Dombasle, 4. — M. Regnaud, 83 ans, rue Saint-Charles, 124.

Seizième arrondissement. — M. Roussel, 79 a., rue Point-du-Jour, 75. — Mme Vve Leneveu, 72 ans, rue de Passy, 60.

Dix-septième arrondissement. — Mme Oggé, 45 ans, rue Toqueville, 6. — M. Landry, 57 a., ans, rue Brédaire, 10.

Dix-huitième arrondissement. — M. Poix, 33 ans, rue Camille, 4. — M. Debourgogne, 33 a., rue des Poissonniers, 78.

Dix-neuvième arrondissement. — Mme veuve Laury, 76 ans, rue de Belleville, 65. — M. Cou-dray, 53 ans, rue Ribelle, 11. — M. Michel, 51 ans, imp. des Panoyaux, 16.

LE GÉRANT DU JOURNAL : G. GRISIER.

LE GÉRANT DU JOURNAL : G. GRISIER.

LE GÉRANT DU JOURNAL : G. GRISIER.

LE GÉRANT DU JOURNAL : G. GRISIER.

LE GÉRANT DU JOURNAL : G. GRISIER.

LE GÉRANT DU JOURNAL : G. GRISIER.

LE GÉRANT DU JOURNAL : G. GRISIER.

LE GÉRANT DU JOURNAL : G. GRISIER.

LE GÉRANT DU JOURNAL : G. GRISIER.

LE GÉRANT DU JOURNAL : G. GRISIER.